

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

Bénéficiaires de l'aide sociale
des départements en 2004

Benoît Chastenet et Françoise Trespeux

n° 92 – février 2006

MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU LOGEMENT
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS

Sommaire

INTRODUCTION.....	5
LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE DÉPARTEMENTALE EN 2004	8
L' AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES	10
L' AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES.....	24
L' AIDE SOCIALE À L' ENFANCE.....	29
DES DISPOSITIFS DÉPARTEMENTAUX D'AIDE SOCIALE FACULTATIVE POUR FAVORISER L'ACCÈS AUX SOINS DE PERSONNES NON ADMISES À LA COUVERTURE MALADIE UNIVERSELLE	37
LISTE DES ILLUSTRATIONS	39
POUR EN SAVOIR PLUS	41
ANNEXES	43
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES ÂGÉES.....	45
AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	57
AIDE SOCIALE À L' ENFANCE	67

Introduction

L'aide sociale, qui relève depuis les lois de décentralisation de 1984 de la compétence des conseils généraux¹, comprend des prestations et services destinés aux personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de faire face à un état de besoin qui peut être lié au handicap, à la vieillesse ou à des difficultés sociales. Elle s'exerce dans trois domaines principaux : l'aide aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées et l'aide sociale à l'enfance (encadré 1). La loi du 18 décembre 2003 portant décentralisation du Revenu minimum d'insertion (RMI) et création du Revenu minimum d'activité (RMA) a élargi les compétences des départements au versement du RMI aux allocataires, en plus de la responsabilité qu'ils exerçaient déjà en matière d'insertion.

La décentralisation du RMI a entraîné une nouvelle configuration des dispositifs départementaux et locaux d'insertion (réorganisation des commissions locales d'insertion, des conseils départementaux d'insertion et des plans locaux d'insertion). Cependant, à la fin 2004, la mise en œuvre de ce dispositif, de même que son suivi statistique, n'étaient pas encore définitifs, concernant l'organisation relative à l'insertion².

Les résultats présentés ici pour l'année 2004 comprennent donc un volet concernant les bénéficiaires d'une aide sociale départementale, en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (encadré 6), à partir de l'enquête menée par la Drees auprès des conseils généraux (encadré 2), et un complément statistique pour le suivi des allocataires du RMI établi à partir des données de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf)³.

¹ L'État ne conserve qu'une aide sociale résiduelle pour les personnes sans domicile fixe ou dépourvues de domicile de secours.

² AVENEL M., « Les modes d'organisation adoptées par les conseils généraux pour la gestion du RMI suite à la décentralisation », *Études et résultats*, n° 432, octobre 2005, Drees.

³ Il faut signaler que l'enquête de la Drees comptabilise des mesures d'aide et non des individus : pour l'aide sociale traditionnelle, une même personne pouvant être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs aides. Pour le Rmi, seuls les allocataires sont dénombrés, l'ensemble des personnes couvertes par le RMI (ayants droit) étant de l'ordre du double.

Encadré 1 : Les bénéficiaires de l'aide sociale

Les diverses prestations et aides versées au titre de l'aide sociale

L'aide sociale en faveur des personnes âgées ou handicapées a pour objet de prendre en charge, pour les personnes qui en ont besoin, une part des frais liés à un placement dans un établissement médico-social ou sanitaire (soins de longue durée), un accueil chez des particuliers ou une aide à domicile. Les départements mettent en œuvre plusieurs types de prestations : l'Allocation personnalisée d'autonomie (Apa) et la Prestation spécifique dépendance (PSD) – exclusivement pour les personnes âgées –, l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) dans le cadre d'un accueil en établissement, l'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et l'aide ménagère départementale¹ – pour les personnes âgées et handicapées.

S'agissant de l'Aide sociale à l'enfance (Ase), les départements ont recours à trois principales prestations : les aides à domicile, les mesures de milieu ouvert et les mesures de placement. De plus, ils versent des aides financières sous forme d'allocations mensuelles ou de secours².

Ces prestations, en application du Code de l'action sociale et des familles, sont accordées à toute personne résidant en France et remplissant les conditions légales d'attribution spécifiques à chacune d'entre elles.

Outre des conditions d'âge, l'attribution de la PSD et de l'ACTP³ est subordonnée à la reconnaissance d'un degré de perte d'autonomie pour la première et à la justification d'un taux d'incapacité permanent pour la seconde. En revanche, les prestations de l'aide sociale à l'enfance sont accordées lorsque la santé de l'enfant, sa sécurité, son entretien ou son éducation l'exigent. Ces prestations ont, de plus, en commun d'être soumises à des conditions de ressources dont le montant du plafond est fixé par décret. C'est également le cas des aides ménagères ou des aides au placement chez des particuliers ou dans un établissement pour les personnes âgées de plus de 65 ans⁴ et les personnes handicapées.

L'Apa, créée par la loi du 20 juillet 2001 et modifiée par la loi du 31 mars 2003, a pour caractéristique principale de ne pas être soumise à conditions de ressources⁵ (encadré 4). Cette prestation est attribuée sous conditions de résidence (stable et régulière), d'âge (60 ans ou plus) et de perte d'autonomie évaluée à partir de la grille nationale Aggir⁶. L'Apa a été mise en œuvre pour renforcer la prise en charge des personnes en perte d'autonomie et s'adresse aux personnes classées en Gir 1 à 3 ainsi qu'aux personnes moyennement dépendantes de Gir 4, qui étaient auparavant essentiellement prises en charge par l'aide ménagère des caisses de retraite. Les personnes âgées sont ainsi plus nombreuses à pouvoir bénéficier de l'Apa que de la PSD.

Quinze ans après la création du Revenu minimum d'insertion (RMI), la loi du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un Revenu minimum d'activité (RMA) a transféré l'intégralité de la mise en œuvre du RMI aux départements, modifiant l'organisation générale du dispositif existant depuis 1988.

L'État a conservé une compétence d'exception pour certaines prestations bien définies (notamment pour les sans domicile fixe), et depuis le 1^{er} janvier 2000, a retrouvé une compétence en matière d'aide médicale, avec la création de la Couverture maladie universelle (CMU) par la loi du 27 juillet 1999.

1 - Les aides ménagères permettent aux personnes âgées ou handicapées dont l'état de santé ou l'état physique nécessite une aide matérielle pour accomplir les travaux domestiques de première nécessité de rester à leur domicile. Les départements interviennent au titre de l'aide sociale et participent à la prise en charge financière de services en nature proposés pour les tâches quotidiennes d'entretien, les soins d'hygiène, les courses, le portage de repas, les démarches simples et courantes que la personne ne peut accomplir elle-même.

2 - Les résultats présentés ici ne concernent que les mesures de placement et les mesures d'aide éducative à l'exception des aides financières. En effet, il est difficile de déterminer de façon précise le nombre de bénéficiaires des allocations financières dans la mesure où les départements ont adopté des modes de dénombrement différents à savoir un comptage par famille ou par nombre de mineurs dans chaque famille.

3 - Les personnes doivent être âgées de plus de 16 ans et justifier d'un taux d'incapacité permanent d'au moins 80 % reconnu par la Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep).

4 - Ou de plus de soixante ans si elles sont reconnues inaptes au travail.

5 - En revanche, les ressources sont prises en compte pour le calcul de la participation du bénéficiaire et agissent ainsi sur le montant d'Apa pris en charge par le département.

6 - La grille Aggir (Autonomie gérontologique groupe iso-ressources) classe les personnes âgées en six niveaux de perte d'autonomie : du Gir 1 pour les personnes les plus dépendantes au Gir 6 pour les personnes n'ayant pas perdu leur autonomie pour les actes discriminants de la vie quotidienne.

Encadré 2 : L'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale

L'article 25 de la loi du 7 janvier 1983 fait obligation aux collectivités locales d'élaborer et de transmettre à l'État les statistiques en matière d'action sociale et de santé liées à l'exercice des compétences transférées. Chaque année, la Drees envoie donc aux conseils généraux un questionnaire destiné à collecter, au 31 décembre, des informations sur les bénéficiaires et les dépenses relevant de leurs compétences.

Tous les résultats présentés dans cette étude concernent la France métropolitaine au 31 décembre 2004. Ils reposent sur un taux de réponses de 97 % à 100 % pour les départements selon le questionnaire d'enquête. Les informations manquantes concernant les départements ont été estimées. En règle générale, ces estimations ont été faites en appliquant par variable à chaque département non répondant son taux d'évolution annuel moyen, de 1995 à 2003. Néanmoins, pour certaines variables, cette méthode d'estimation s'est révélée insatisfaisante. Dans le cas de l'estimation du nombre de bénéficiaires de l'aide ménagère pour les personnes âgées ou de la PSD par exemple, la tendance constatée entre 2003 et 2004 sur les départements répondants a été appliquée aux non-répondants, département par département.

Concernant certaines données sur l'Apa, l'estimation présentée est issue de deux sources complémentaires de la Drees : d'une part l'enquête annuelle sur l'aide sociale et d'autre part l'enquête Apa trimestrielle, utilisée ici pour compléter les non-réponses.

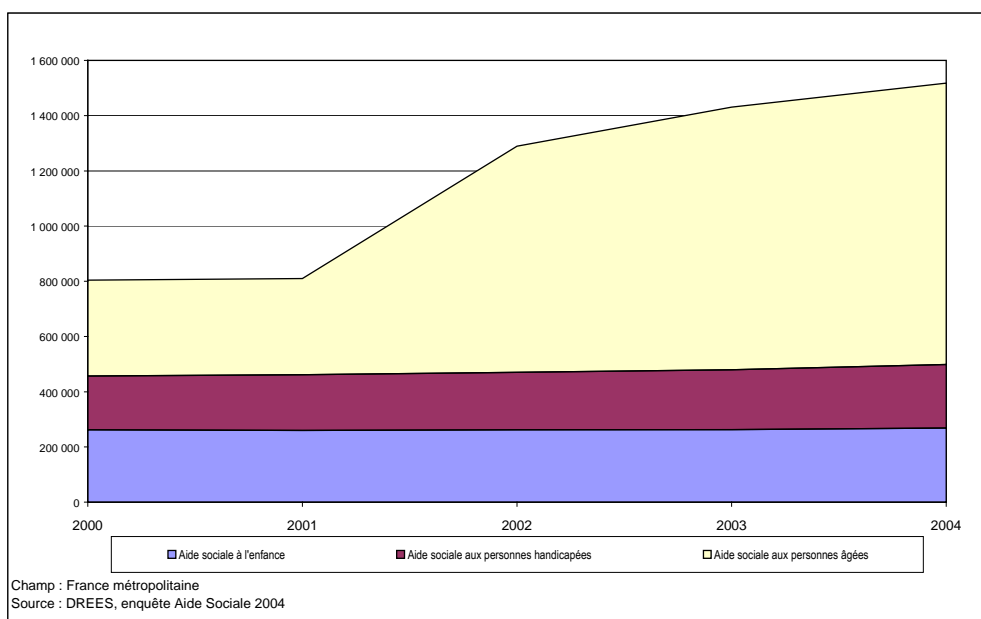
Le nombre d'allocataires du RMI provient des sources de la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), il s'entend tous régimes confondus. Les données sur le nombre de bénéficiaires seront complétées à terme par des informations supplémentaires sur les contrats d'insertion.

Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2004

Le nombre total de bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées, à l'enfance, ajouté au nombre d'allocataires du RMI, s'élève au 31 décembre 2004 à 2 600 000 (tableau 1). En effet, depuis le transfert de ce dispositif aux départements au 1^{er} janvier 2004, celui-ci est intégralement piloté et financé par les conseils généraux, lesquels sont désormais seuls responsables de l'attribution de l'allocation, de son versement et de la mise en œuvre de la politique d'insertion associée au dispositif. Ainsi, fin 2004, 1 080 000 allocataires du RMI ont été effectivement pris en charge par les départements en France métropolitaine⁴.

Hors RMI, le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale départementale approche 1 520 000 au 31 décembre 2004, après 1 420 000 à la fin 2003. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance varie peu, avec une progression de 2 %. En revanche, l'aide sociale aux personnes âgées et celle en faveur des personnes handicapées voient leurs bénéficiaires augmenter de façon plus significative, avec une hausse respective de 8 % et de près de 6 %. Ils connaissent toutefois une hausse plus modérée qu'en 2002 et 2003, la montée en charge de l'Apa ayant eu lieu en grande partie les deux années précédentes (graphique 1).

Graphique 1 : Évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale depuis 2000 – France métropolitaine



La structure de l'aide sociale départementale s'est donc trouvée fortement modifiée en 2004. Les allocataires du RMI constituent désormais 42 % des personnes bénéficiaires d'une aide sociale des départements fin 2004. L'aide aux personnes âgées concerne 39 % d'entre eux, l'aide sociale à l'enfance 10 % et l'aide sociale aux personnes handicapées 9 % (graphique 2).

⁴ « Prestations légales – Logement – Rmi », Résultats au 31.12.2004, Cnaf.

Graphique 2 : Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31.12.04 – France métropolitaine

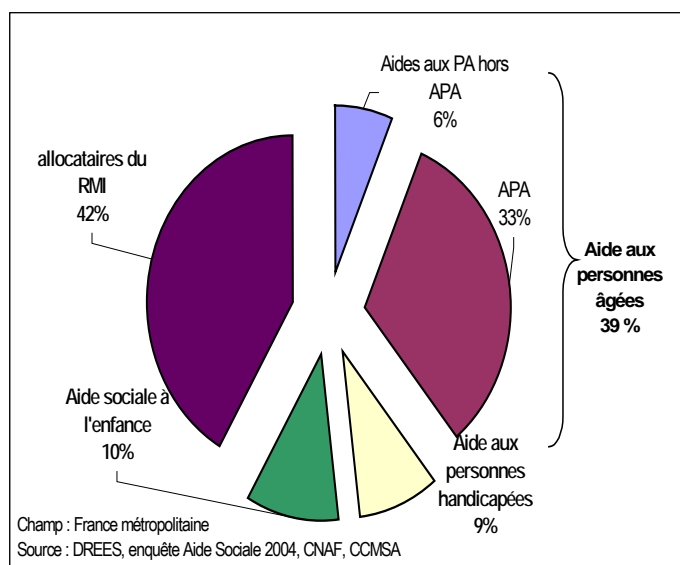


Tableau 1 : Bénéficiaires de l'aide sociale au 31.12.2004 – France métropolitaine

	2000	2001	2002	2003	2004	Taux de croissance	
						2000/2004	2003/2004
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	347 547	349 037	818 660	945 090	1 020 015	193%	8%
Aides aux personnes âgées à domicile	156 875	153 875	387 438	475 745	533 989	240,4%	12,2%
Aides ménagères	59 813	57 236	46 019	36 544	32 953	-44,9%	-9,8%
Allocation personnalisée d'autonomie			296 134	414 454	483 817		16,7%
Prestation spécifique dépendance	63 289	74 146	26 083	6 194	129	-99,8%	-97,9%
Allocation compensatrice pour tierce personne des 60 ans ou plus (*)	33 773	22 493	19 202	18 553	17 090	-49,4%	-7,9%
Aides aux personnes âgées en établissement	190 672	195 162	431 222	469 345	486 026	154,9%	3,6%
Accueil en établissement au titre de l'ASH	117 261	116 773	112 856	112 363	112 611	-4,0%	0,2%
Accueil chez des particuliers	939	1 011	975	1 059	1 049	11,7%	-0,9%
Allocation personnalisée d'autonomie			304 177	350 536	370 665		5,7%
Prestation spécifique dépendance	63 056	72 543	11 011	3 395	28	-100,0%	-99,2%
Allocation compensatrice pour tierce personne des 60 ans ou plus (*)	9 416	4 835	2 203	1 992	1 673	-82,2%	-16,0%
<i>Total Allocation personnalisée d'autonomie</i>			600 311	764 990	854 482		11,7%
<i>Total Prestation spécifique dépendance</i>	126 345	146 689	37 094	9 589	157	-99,9%	-98,4%
<i>Total Allocation compensatrice pour tierce personne des 60 ans ou plus</i>	43 189	27 328	21 405	20 545	18 763	-56,6%	-8,7%
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	194 557	201 472	208 699	216 893	229 340	17,9%	5,7%
Aides aux personnes handicapées à domicile	90 345	95 224	96 358	98 827	104 406	15,6%	5,6%
Aides ménagères et auxiliaires de vie	12 979	13 125	13 509	14 590	15 097	16,3%	3,5%
Allocation compensatrice pour tierce personne des moins de 60 ans (*)	77 366	82 099	82 849	84 237	89 309	15,4%	6,0%
Aides aux personnes handicapées en établissement	104 212	106 248	112 341	118 066	124 934	19,9%	5,8%
Accueil en établissement	77 945	79 013	81 339	84 153	88 550	13,6%	5,2%
Accueil chez des particuliers	3 307	3 442	3 458	3 688	3 909	18,2%	6,0%
Accueil de jour	8 522	9 563	10 575	11 668	12 962	52,1%	11,1%
Allocation compensatrice pour tierce personne des moins de 60 ans (*)	14 438	14 230	16 969	18 557	19 513	35,2%	5,2%
<i>Total Allocation compensatrice pour tierce personne des moins de 60 ans</i>	91 804	96 329	99 818	102 794	108 822	18,5%	5,9%
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	262 353	259 658	261 881	262 697	268 812	2,5%	2,3%
Enfants accueillis à l'ASE	136 012	134 486	134 400	134 858	137 085	0,8%	1,7%
Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance	110 935	110 829	111 164	112 403	115 345	4,0%	2,6%
Placements directs par un juge	25 077	23 657	23 236	22 455	21 740	-13,3%	-3,2%
Actions éducatives (AEMO et AED)	126 341	125 172	127 481	127 839	131 727	4,3%	3,0%
Actions éducatives à domicile (AED)	31 463	31 640	34 161	34 156	35 514	12,9%	4,0%
Actions éducatives en milieu ouvert (AEMO)	94 878	93 532	93 319	93 683	96 213	1,4%	2,7%
REVENU MINIMUM D'INSERTION (**)	965 180	938 459	950 693	998 645	1 083 880	12,3%	8,5%

(*) Droits ouverts.

(**) Il s'agit du nombre d'allocataires du RMI, ceux-ci sont pris en charge par l'Etat jusqu'en 2003, puis par les conseils généraux à partir de 2004.

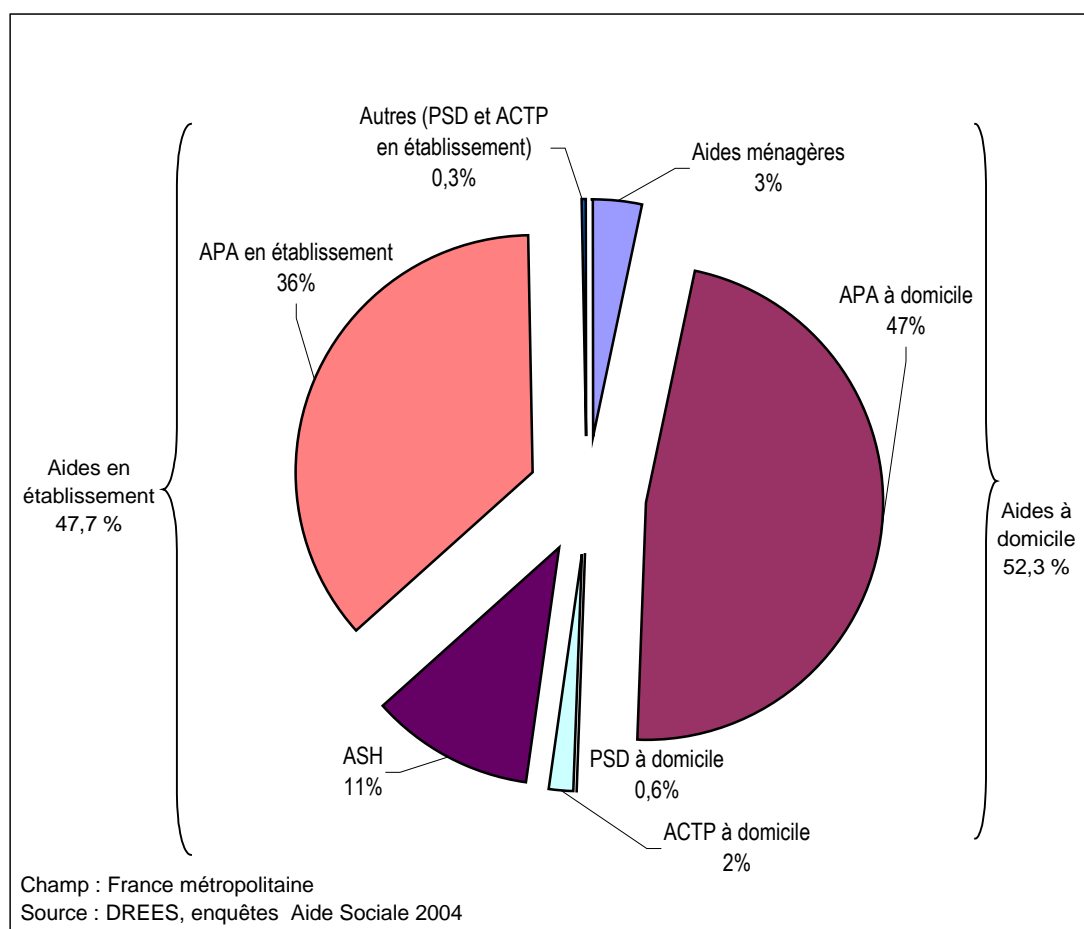
Champ : France métropolitaine

Sources : DREES - enquêtes Aide sociale, CNAF, CCMSA

L'aide sociale aux personnes âgées

Depuis la mise en œuvre de l'Apa en 2002, le panorama des aides départementales en faveur des personnes âgées a été profondément modifié. Le nombre de bénéficiaires de l'Apa est estimé pour la France métropolitaine, au 31 décembre 2004, à 855 000 soit une hausse de 12 % en un an. Ces allocataires représentent à eux seuls plus des quatre cinquièmes de l'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées (graphique 3).

Graphique 3 : Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement au 31.12.04 – France métropolitaine



À l'inverse, la Prestation spécifique dépendance (PSD), qui avait vocation à disparaître avec la mise en œuvre de l'Apa, n'a pratiquement plus de bénéficiaires (157 à la fin 2004).

Par ailleurs, on ne comptabilise plus que 19 000 bénéficiaires de l'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) allant à des personnes âgées de 60 ans ou plus contre 21 000 en 2003. Les bénéficiaires de cette prestation, créée par la loi du 30 juin 1975 sur le handicap, ont pu en conserver le bénéfice après l'instauration de la PSD et de l'Apa.

On estime donc à moins de 874 000 le nombre de personnes âgées bénéficiaires à la fin 2004 d'une prise en charge versée par les départements au titre de la dépendance dans le cadre

de l'aide sociale aux personnes âgées (Apa, ACTP et PSD). L'Apa est versée à 98 % d'entre eux et l'ACTP à 2 % (tableau 2).

Tableau 2 : Bénéficiaires d'une prise en charge au titre de la dépendance

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
APA						600 300	765 000	854 500
ACTP 60 ans ou plus	175 000	104 700	62 700	43 200	27 300	21 400	20 600	18 800
PSD	23 000	86 000	107 000	125 300	146 700	37 100	9 600	~
Ensemble	198 000	190 700	169 700	168 500	174 000	658 800	795 200	873 300
~ donnée négligeable								
France métropolitaine (en droits ouverts)								
Source : DREES - enquêtes Aide sociale.								

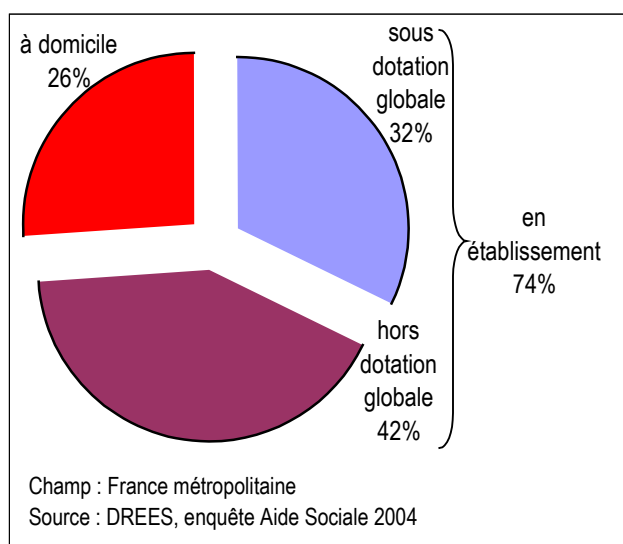
Outre ces données de cadrage, l'enquête « aide sociale » permet de donner des éclairages sur deux modalités spécifiques liées à l'Apa : le nombre de bénéficiaires d'une allocation différentielle destinée à garantir les droits acquis et l'exercice des droits à recours (encadré 3).

Encadré 3 : Éclairage sur deux modalités particulières de l'Apa

L'allocation différentielle : 74 % des bénéficiaires sont hébergés en établissement

La loi du 20 juillet 2001 relative à l'Apa pose le principe du maintien des droits acquis pour les bénéficiaires d'anciennes prestations dépendance à domicile ou en établissement. Il vaut pour les bénéficiaires de la PSD, de la PED (prestation expérimentale dépendance), de l'ACTP, de l'aide ménagère servie par les caisses de retraite ou les départements. L'allocation différentielle est égale à la différence entre le montant des prestations perçues au titre de l'ancienne prestation ou aide et le montant d'Apa effectivement versé par le département après déduction de la participation financière du bénéficiaire. L'enquête annuelle, sur la base des réponses enregistrées par 49 départements pour 10 000 bénéficiaires, montre que cette prestation est pour une très forte proportion versée aux bénéficiaires de l'Apa en établissement (74 %), presque la moitié de ces établissements ayant adopté la dotation globale (graphique 4). 26 % seulement des allocations différentielles sont versées à domicile (graphique 4).

Graphique 4 : Bénéficiaires de l'allocation différentielle en 2004 – France métropolitaine

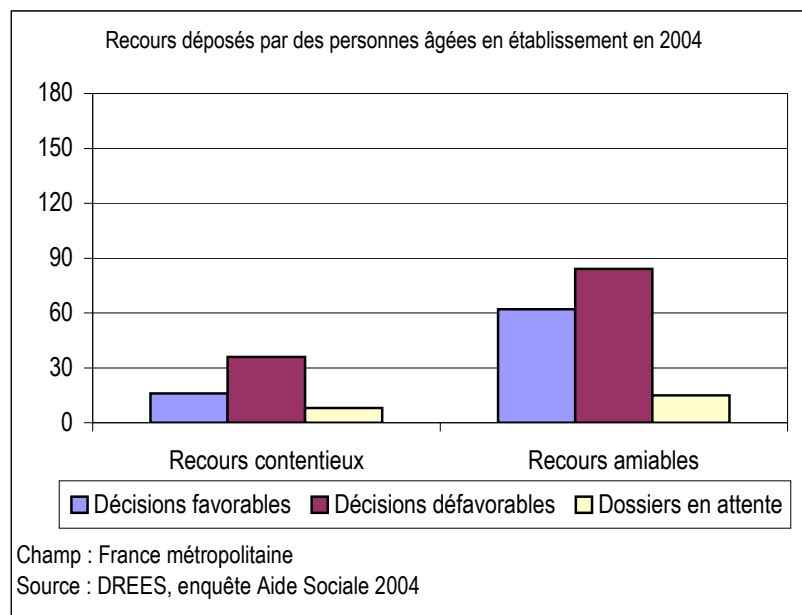
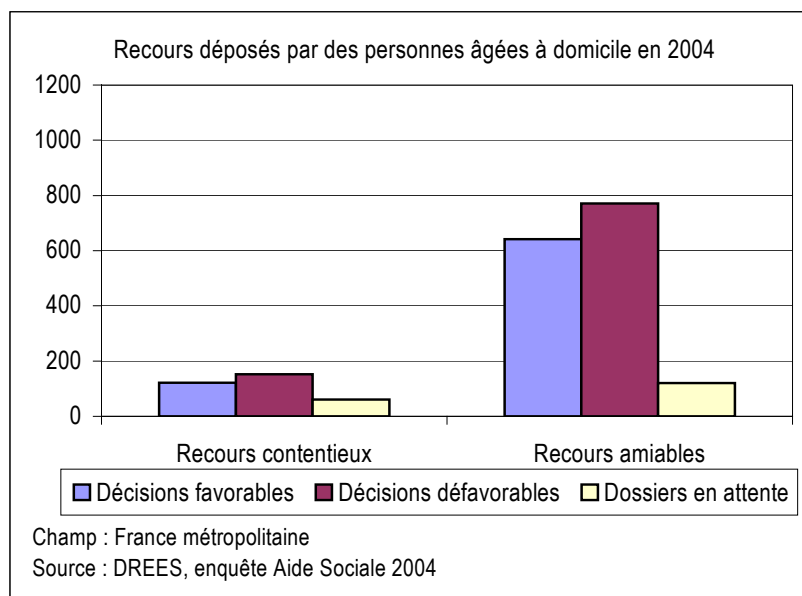


Les recours : 4,5 fois plus de recours amiables que de recours contentieux

La loi du 20 juillet 2001 relative à l'Apa distingue deux types de recours relatifs aux litiges concernant l'Apa : le recours amiable devant la commission de l'Apa et le recours contentieux devant la commission départementale d'aide sociale. Les personnes âgées contestant les décisions du plan d'aide Apa remettent en question la plupart du temps l'évaluation du Gir au moment de la constitution du plan d'aide, le montant accordé, voir les décisions défavorables suite à un contrôle d'effectivité. Dans d'autres cas, elles souhaitent une adaptation de leurs besoins définis initialement lors de l'élaboration du plan d'aide.

L'enquête annuelle, sur la base des 46 départements répondants, indique que les départements enregistrent, en moyenne, 4,5 fois plus de recours amiables que de recours contentieux (graphique 5). La plupart de ces recours ont été déposés par des bénéficiaires de l'Apa à domicile (90 % des recours amiables et 85 % des recours contentieux), un recours sur deux, qu'il soit contentieux ou amiable, fait l'objet d'une décision défavorable. Les décisions favorables, elles, ne sont prononcées que dans 42 % des recours amiables et 34 % des recours contentieux, les demandes restantes étant classées en attente.

Graphique 5 : Recours déposés par des personnes âgées bénéficiaires de l'Apa à domicile et en établissement en 2004 – France métropolitaine



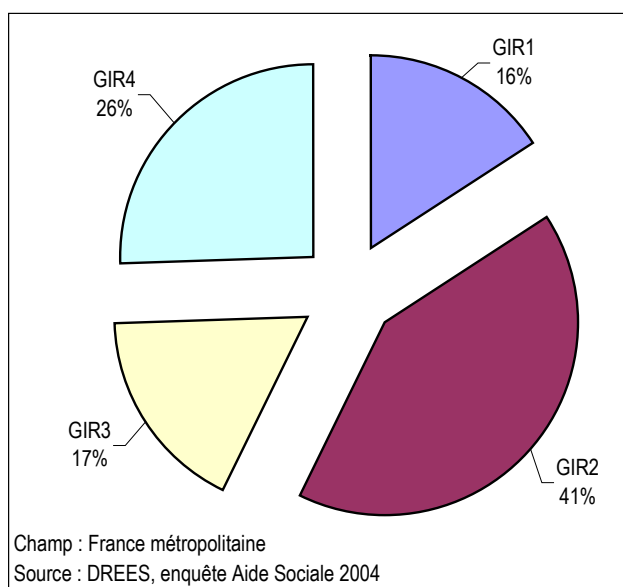
- **486 000 personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale sont accueillies en établissement ou par des particuliers**

Les personnes âgées, lorsqu'elles ne peuvent rester à leur domicile, peuvent bénéficier d'une prise en charge par l'aide sociale au titre du placement chez des particuliers (placement familial) ou de l'hébergement dans un établissement public ou privé du secteur médico-social ou sanitaire (soins de longue durée). Cette aide peut servir à acquitter tout ou partie du tarif dépendance de l'établissement – avec l'Apa, la PSD ou l'ACTP – ou plus globalement tout ou partie des frais de séjour grâce au versement d'une Aide à l'hébergement (ASH). Parmi ces personnes bénéficiant d'une aide à l'accueil, 50 % ont 85 ans ou plus et moins de 10 % ont moins de 70 ans⁵.

L'Apa est versée à 371 000 personnes de 60 ans ou plus résidant en établissement soit 43 % des bénéficiaires de cette prestation. Elle les aide à acquitter le tarif dépendance qui varie selon le degré d'autonomie de la personne. Elle est versée par le conseil général soit directement aux bénéficiaires, soit aux établissements sous la forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance et dans ce cas, l'établissement déduit des factures de ses résidents, bénéficiaires de l'Apa, la somme qui leur est accordée à ce titre par le conseil général.

En établissement et sur la base de 40 départements répondants, la répartition des bénéficiaires de l'Apa par GIR⁶ montre une prépondérance du GIR 2 qui représente 41 % des bénéficiaires, les moins dépendants (GIR 4) représentant 26 % des bénéficiaires (graphique 6).

Graphique 6 : Bénéficiaires de l'Apa en établissement par GIR au 31.12.2004 – France métropolitaine



⁵ Sur la base de 40 départements ayant répondu à cette question.

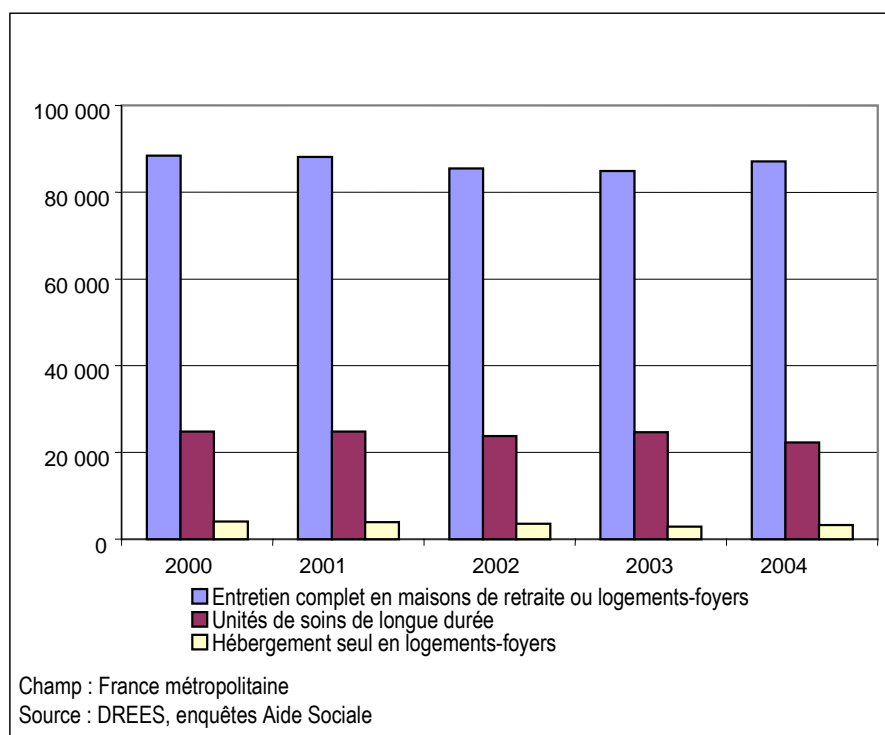
⁶ La grille AGGIR (Autonomie gérontologique groupe iso-ressources) classe les personnes âgées en six niveaux de perte d'autonomie : du GIR 1 pour les personnes les plus dépendantes au GIR 6 pour les personnes n'ayant pas perdu leur autonomie pour les actes discriminants de la vie quotidienne.

Fin 2004, du fait de la prédominance de l'Apa, on ne compte plus, par ailleurs, que 1 700 bénéficiaires de l'ACTP en établissement, soit une diminution de 16 % par rapport à 2003.

Par ailleurs, fin 2004, près de 113 000 personnes âgées bénéficient de l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) au titre d'un hébergement en établissement, chiffre stable par rapport à 2003. L'ASH connaît sur longue période une tendance à la diminution, de 15 % au cours des dix dernières années, en raison de l'élévation du niveau de vie global des personnes âgées.

Parmi ces personnes âgées bénéficiaires de l'ASH, 87 000 bénéficient d'une prise en charge complète (hébergement et restauration) en maison de retraite, hospice ou logement foyer, 22 000 sont accueillies en unité de soins de longue durée et 3 000 bénéficient d'une prise en charge de leurs loyers et charges locatives en logement foyer (graphique 7).

Graphique 7 : Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine



Enfin, en 2004, 1 000 personnes âgées prises en charge par l'aide sociale étaient placées chez des particuliers, à titre onéreux et régulier, chiffre sensiblement équivalent à celui de l'année 2003. Dans ce cas le département verse une allocation de placement familial au particulier ou à la famille agréée qui accueille la personne âgée.

- **534 000 sont bénéficiaires d'une aide à domicile**

La politique d'aide à domicile des personnes âgées vise à leur permettre de rester chez elles, même si elles ne peuvent accomplir seules certains actes de la vie quotidienne. Dans ce cadre, l'aide sociale apporte aux personnes âgées la prise en charge financière d'une tierce personne pour les aider et, ce, à travers quatre prestations : l'Apa, la PSD, l'ACTP ou les aides ménagères. Parmi ces personnes âgées ayant une aide à domicile, 36 % ont 85 ans ou plus et moins de 10 % ont moins de 70 ans⁷.

À domicile, les bénéficiaires de l'Apa sont estimés à 484 000 à la fin 2004, représentant plus de la moitié des bénéficiaires de cette prestation (57 %). Ce chiffre progresse de façon très importante, la hausse atteignant près de 17 % en 2004 contre 6 % pour les bénéficiaires de l'Apa en établissement.

L'Apa est affectée au paiement de dépenses préalablement identifiées dans le cadre d'un plan d'aide. Il peut s'agir de la rémunération d'intervenants à domicile, de la prise en charge de frais d'accueil temporaire ou d'accueil de jour dans un établissement, du règlement des services rendus par les accueillants familiaux ou encore de diverses dépenses concourant à l'autonomie des personnes âgées⁸.

Plus de 90 % des dépenses d'Apa à domicile sont mobilisées pour financer le recours à un aidant professionnel. Ces aides peuvent être assurées par des services dits prestataires qui fournissent un service faisant l'objet d'une facturation à la personne âgée, mais aussi par des services mandataires qui, eux, permettent à la personne âgée de recruter elle-même un salarié tout en prenant en charge les formalités administratives liées à l'embauche. Par ailleurs, la personne âgée peut recruter et employer directement un salarié qui intervient à son domicile, dans un cadre de gré à gré. Pour les 36 départements ayant répondu à cette question, la plus grande part des dépenses prises en charge au titre de l'Apa pour rémunérer des intervenants à domicile (56 %) concerne des services prestataires, 21 % des services mandataires et 23 % du gré à gré⁹.

Les 10 % de dépenses restants servent pour moitié à prendre en charge différentes aides à l'autonomie (aides techniques, portage de repas, téléalarme, incontinence, transport...) et pour l'autre moitié à l'accueil temporaire ou de jour en établissement ainsi qu'à des mesures comme la prise en charge de l'allocation différentielle destinée à garantir les droits acquis (encadré 3).

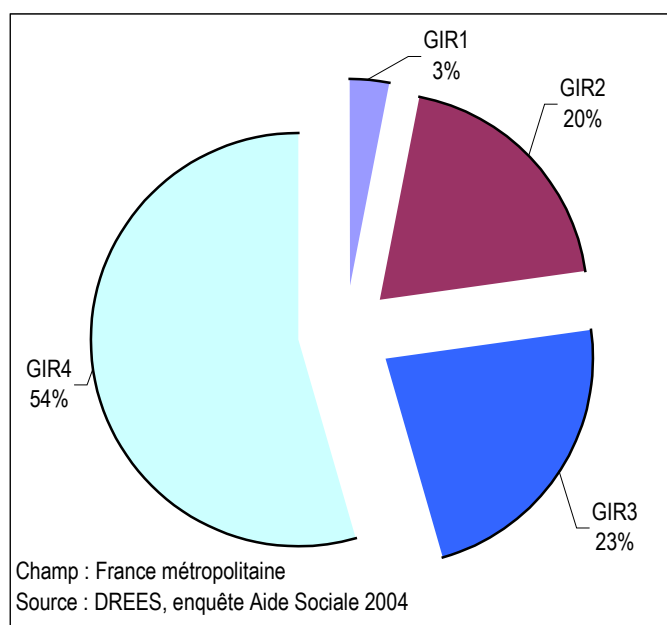
⁷ Sur la base de 54 départements ayant répondu à cette question.

⁸ Comme la prise en charge de frais de transport, l'acquisition d'aides techniques, le portage de repas, la téléalarme, l'incontinence, le diagnostic en matière d'adaptation du logement, des petits travaux...

⁹ Voir également METTE C., « Allocation personnalisée d'autonomie : une analyse des plans d'aide », *Études et Résultats*, n° 293, février 2004, Drees.

Trois cinquièmes des dépenses totales couvertes par l'Apa à domicile bénéficient à des personnes en Gir 3 et 4, c'est-à-dire les moins dépendantes, qui représentent près de quatre cinquièmes des bénéficiaires. À l'inverse les personnes évaluées en Gir 1, qui représentent 3 % des bénéficiaires, sont à l'origine de 6 % des dépenses (graphique 8).

Graphique 8 : Bénéficiaires de l'Apa à domicile par GIR au 31.12.2004 – France métropolitaine



Concernant les autres prestations liées à la dépendance, on ne compte plus, fin 2004, que 17 000 bénéficiaires de l'ACTP, en diminution de 8 % par rapport à 2003.

Enfin, 33 000 personnes âgées bénéficient fin 2004 de l'aide ménagère départementale. On constate depuis le milieu des années 1980 une diminution continue du nombre de bénéficiaires de cette aide, en raison principalement de l'élévation du niveau de vie des personnes âgées (le barème de ressources pour bénéficier de l'aide ménagère correspond à celui du minimum vieillesse). Cette diminution était en moyenne de 6 % par an au cours des dix années précédant la mise en œuvre de l'Apa. Ce recul, à hauteur de près de 10 % en 2004, est cependant plus modéré qu'en 2003 ou 2002. L'Apa, en effet, a été ouverte à un public plus large et en particulier aux personnes classées en Gir 4. Une partie des personnes prises en charge par l'aide ménagère départementale a ainsi pu prétendre à la nouvelle allocation, et cessé de ce fait de bénéficier de l'aide ménagère.

Encadré 4 : L'application des conditions de ressources aux bénéficiaires de l'Apa en établissement et à domicile

À domicile, 86 % des bénéficiaires de l'Apa qui vivent seuls disposent de moins de 1 247 € mensuels de ressources et 34 % de moins de 634 € mensuels (au sens de l'Apa¹) – donnée établie à partir des réponses de 54 départements (tableau 3).

Rappelons que pour les bénéficiaires à domicile dont les droits sont attribués, révisés ou renouvelés depuis le 1^{er} avril 2003 – date d'application de la loi n° 2003-289 du 31 mars 2003 – la participation financière est calculée selon de nouvelles règles : les personnes âgées sont exonérées de participation financière si leurs revenus sont inférieurs à 634 €, elle croît de 0 à 90 % du montant du plan d'aide si leurs revenus sont compris entre 634 € et 2 525 € et qu'enfin elle est plafonnée à 90 % du plan d'aide si leurs revenus sont supérieurs à 2 525 €².

Pour les autres, les anciennes règles s'appliquent : exonération de participation en dessous de 965 € de revenu mensuel, participation progressive entre 0 et 80 % du montant du plan d'aide si leurs revenus sont compris entre 965 € et 3 215 € et plafonnement à 80 % du plan d'aide si leurs revenus sont supérieurs à 3 215 €³.

On peut estimer aux deux tiers la proportion de bénéficiaires de l'Apa à domicile qui relèvent au 31 décembre 2004 de ces nouveaux barèmes⁴.

Si tous les bénéficiaires à domicile étaient soumis aux nouvelles règles et en particulier s'ils avaient tous vu leurs droits renouvelés ou révisés, 34 % d'entre eux seraient exonérés de participation contre 70 % dans le cadre des dispositions prévues avant la mise en œuvre de la loi du 31 mars 2003. De la même façon, 2 % seraient appelés à financer 90 % de leur plan d'aide, contre moins de 1 % dans le cadre des anciennes dispositions.

La ventilation des bénéficiaires par tranche de revenus est semblable quelque soit le niveau de Gir⁵.

En établissement, 80 % des bénéficiaires de l'Apa qui vivent seuls disposent de moins de 1 247 € mensuels de ressources, et 36 % d'entre eux de moins de 634 € (au sens de l'Apa⁶) – chiffres établis à partir des réponses de 40 départements (tableau 3).

Comme à domicile, la répartition des bénéficiaires par tranche de revenus est similaire pour tous les niveaux de Gir⁷.

Tableau 3 : Conditions de ressources des bénéficiaires de l'Apa

Revenus d'une personne seule	Revenus d'un couple à domicile	Revenus d'un couple en établissement	Bénéficiaires de l'APA	
			à domicile	en établissement
Moins de 634 €	Moins de 1 077 €	Moins de 1 268 €	34%	36%
634 à 870 €	1 077 à 1 479 €	1 268 à 1 741 €	26%	20%
871 à 964 €	1 480 à 1 639 €	1 742 à 1 929 €	10%	9%
965 à 1 246 €	1 640 à 2 118 €	1 930 à 2 492 €	16%	15%
1 247 à 1 885 €	2 119 à 3 205 €	2 493 à 3 771 €	10%	13%
1 886 à 2 525 €	3 206 à 4 293 €	3 772 à 5 050 €	2%	4%
2 526 à 3 215 €	4 293 à 5 467 €	5 051 à 6 431 €	1%	2%
Plus de 3 215 €	Plus de 5 467 €	Plus de 6 431 €	1%	1%

Note : les montants sont établis par référence à la majoration pour tierce personne (MTP) de la sécurité sociale dont le montant est révisé tous les ans. Le montant de la MTP au 1^{er} janvier 2004 est de 945,87 euros.

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale 2004.

1 Ou 1 077 € par mois de revenus pour les personnes qui vivent en couple.

2 Revenus inférieurs à 0,67 fois la MTP, entre 0,67 et 2,67 fois la MTP et supérieurs à 2,67 fois la MTP.

3 Revenus inférieurs à 1,02 fois la MTP (majoration pour aide constante d'une tierce personne), entre 1,02 et 3,4 fois la MTP et supérieurs à 3,4 fois la MTP.

4 Amandine Weber « L'allocation personnalisée d'autonomie au 31 décembre 2004 », *Études et Résultats*, n°388, avril 2005, Drees.

5 À partir de 38 départements répondants.

6 Ou 1 268 € par mois de revenus pour les personnes qui vivent en couple.

7 À partir de 33 départements répondants.

Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale

La mise en regard des structures par sexe des populations en ménage ou en collectivité et des populations de bénéficiaires révèle des différences notables selon que l'on observe l'aide à domicile ou l'aide à l'hébergement (graphique 9).

Ainsi à domicile, les hommes âgés de 60 ans ou plus ne représentent que 26 % des bénéficiaires d'une aide à domicile¹⁰ alors qu'ils ne représentent que 43 % des ménages¹¹ des 60 ans ou plus – estimation Insee 2005 de la population au 1^{er} janvier 2004 .

En revanche, les femmes recourent proportionnellement davantage à une aide à domicile. Elles sont en effet 74 % à bénéficier d'une aide à domicile, et à elles seules représentent 57 % des ménages des 60 ans ou plus – estimation Insee 2005 de la population au 1^{er} janvier 2004.

En établissements, le rapport entre la population hommes/femmes en collectivités¹² et les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement¹³ est tout à fait comparable. 74 % de la population en collectivités est constituée de femmes – Insee 1999 – et elles représentent 74 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement (et la même chose pour les hommes).

Au total, les femmes âgées de 60 ans ou plus représentent donc près de trois quarts des bénéficiaires d'une aide alors qu'elles ne représentent que trois cinquièmes de la population française de cet âge – estimation Insee 2005 de la population au 1^{er} janvier 2004 –.

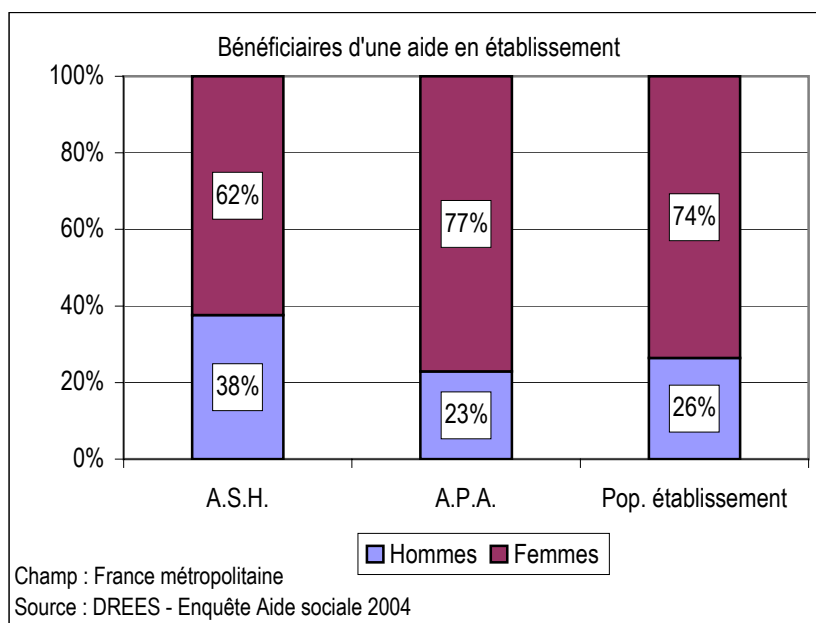
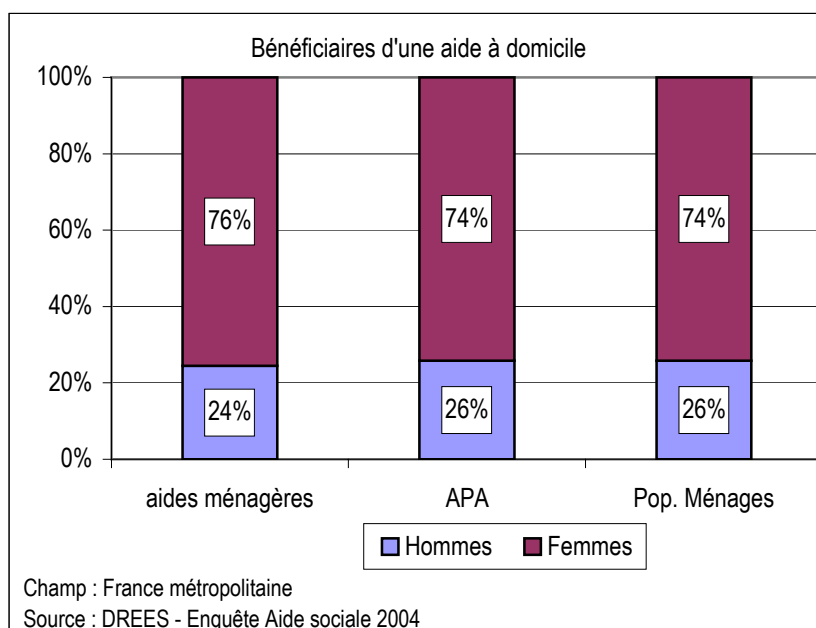
¹⁰ Bénéficiaires d'une aide ménagère, de l'Apa ou de la PSD à domicile.

¹¹ Un ménage, au sens statistique, correspond à l'ensemble des occupants d'une résidence principale qu'ils aient ou non un lien de parenté. Il peut ne comprendre qu'une seule personne. Les ménages incluent les personnes qui vivent en logements foyers qui, dans les enquêtes de la Drees, sont classés dans les établissements.

¹² On ne compte ici dans les collectivités que les maisons de retraite et les unités de soins de longue durée.

¹³ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, de l'Apa, de la PSD en établissement ou d'un accueil familial.

Graphique 9 : Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale au 31.12.2004
France métropolitaine

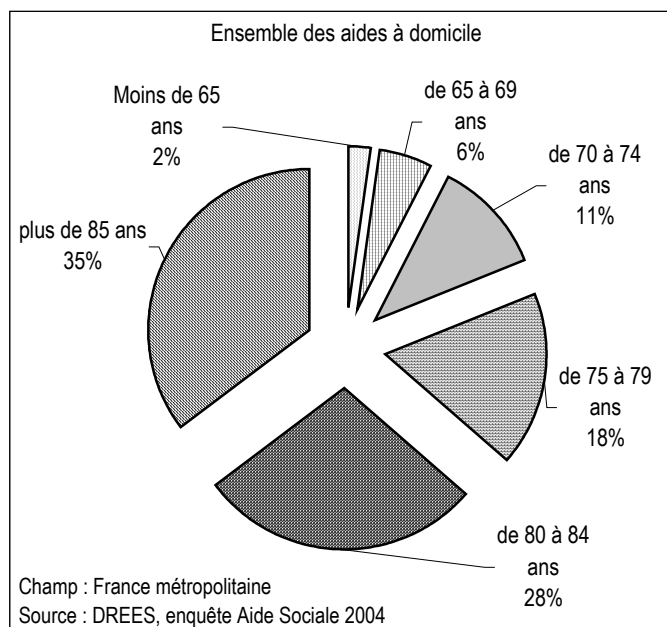
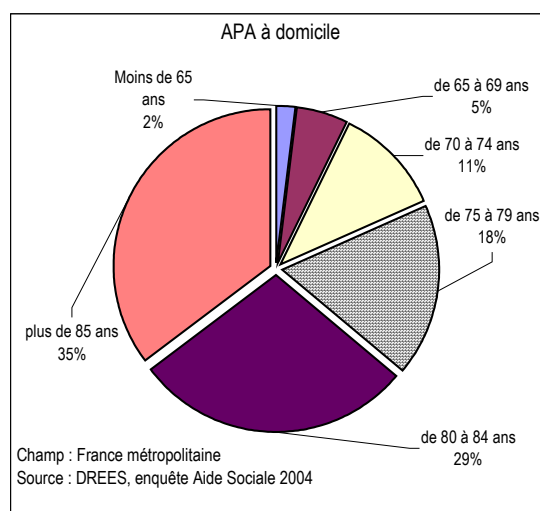
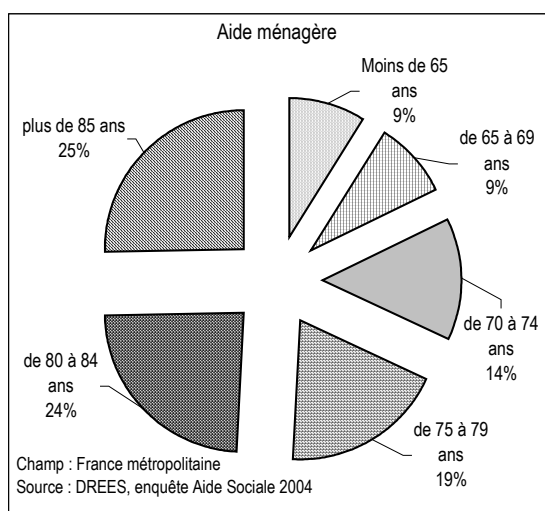


Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale

Les personnes de 85 ans ou plus, qui ne représentent que 9 % de la population des 60 ans ou plus et dont 73 % sont des femmes – estimation Insee 2005 de la population au 1^{er} janvier 2004 – constituent la part la plus importante de la population des bénéficiaires (graphiques 10 et 11). En effet, cette tranche d'âge regroupe des personnes qui émargent de façon importante à l'aide sociale en raison de faibles ressources financières (petites retraites, femmes n'ayant jamais été salariées...).

En particulier, les personnes ayant 85 ans ou plus à domicile, qui ne représentent que 9 % de la population en ménage¹¹ – estimation Insee 2005 de la population au 1^{er} janvier 2004 –, représentent 35 % des bénéficiaires de l'aide sociale à domicile¹⁰. Néanmoins, elles sont proportionnellement plus nombreuses parmi les bénéficiaires de l'Apa (35 %) que parmi les bénéficiaires d'une aide ménagère (25 %).

Graphique 10 : Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile au 31.12.2004 – France métropolitaine

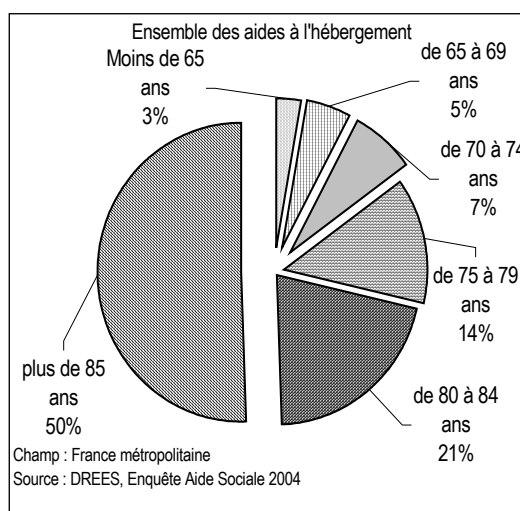
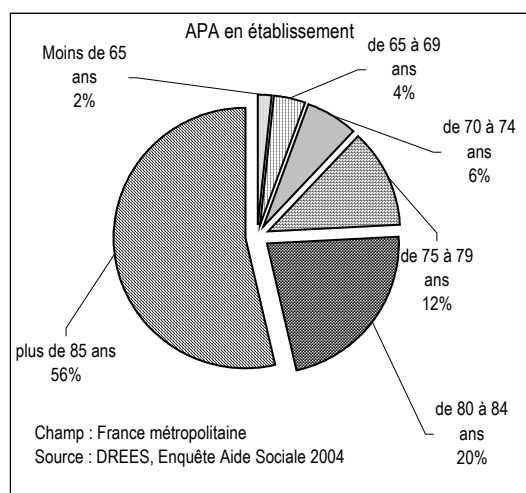
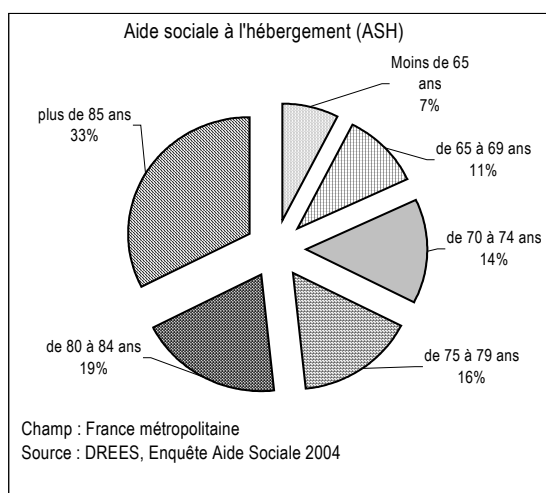


En établissement, alors que les personnes de 85 ans ou plus constituent 59 % de la population en collectivités¹² – Insee 1999 –, elles représentent 50 % en moyenne des bénéficiaires d’une aide à l’hébergement¹³. Là encore, et de façon plus marquée qu’à domicile, ces personnes sont proportionnellement plus nombreuses parmi les bénéficiaires de l’Apa (56 %) que parmi les bénéficiaires de l’ASH (33 %).

En revanche, les personnes âgées de 75 à 84 ans, qui représentent 29 % de la population des 60 ans ou plus et dont 61 % sont des femmes – Insee estimation 2005 de population au 1^{er} janvier 2004 – sont globalement moins dépendantes et proportionnellement plus nombreuses à rester chez elles. Elles constituent :

- 25 % de la population en ménage – Insee 1999 – et représentent en moyenne 46 % des bénéficiaires d’une aide à domicile ;
- 25 % de la population en collectivités – Insee 1999 – et représentent en moyenne 35 % des bénéficiaires d’une aide à l’hébergement.

Graphique 11 : Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d’une aide à l’hébergement au 31.12.2004 – France métropolitaine



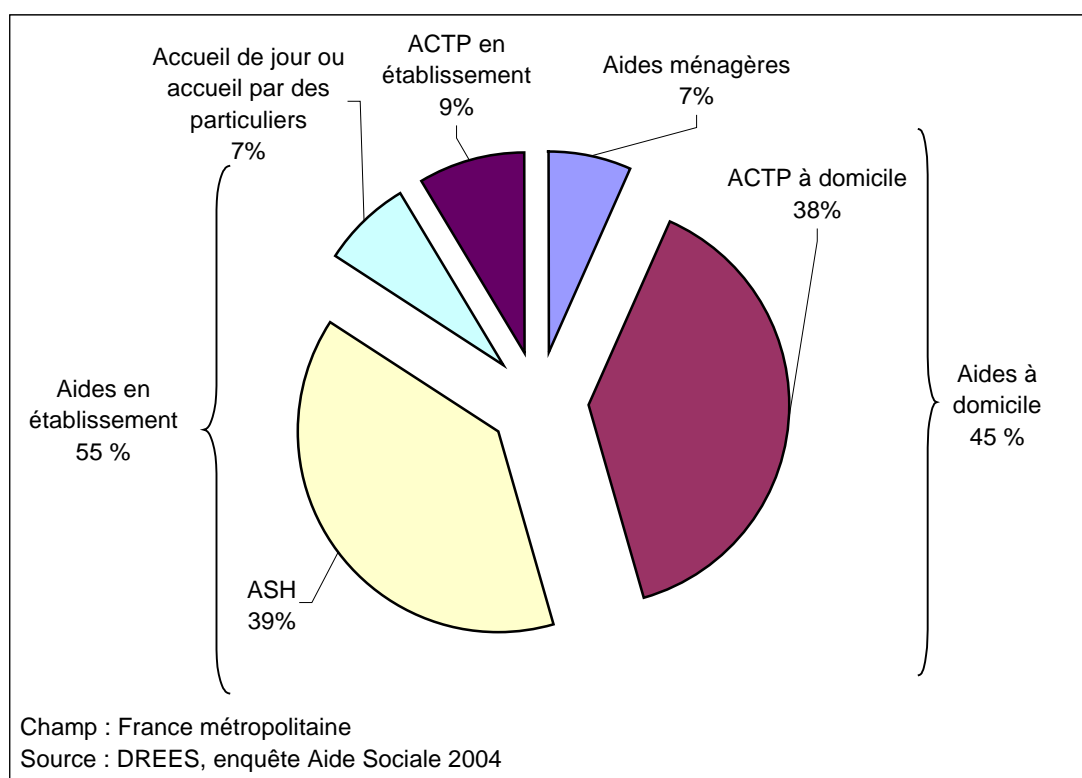
On peut noter que les personnes âgées de 60 à 74 ans, donc les moins dépendantes, représentent :

- 19 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à domicile, mais 32 % des bénéficiaires d'une aide ménagère à domicile et 18 % des bénéficiaires de l'Apa à domicile ;
- 15 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement, mais 32 % des bénéficiaires d'une ASH et 12 % des bénéficiaires de l'Apa en établissement.

L'aide sociale aux personnes handicapées

Près d'une aide sur deux en faveur des personnes handicapées prend la forme d'une allocation compensatrice pour tierce personne (graphique 12). L'ACTP est accordée aux personnes handicapées dont l'état nécessite l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou qui se voient imposer des frais supplémentaires liés au handicap dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle (prise en charge de frais de transport, d'achat ou d'aménagement de matériel, de locaux, de véhicule...)¹⁴.

Graphique 12 : Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement au 31.12.2004 - France métropolitaine



¹⁴ Le bénéficiaire de l'allocation compensatrice pour frais professionnels doit exercer une activité régulière, en milieu protégé ou en milieu ordinaire, à temps plein ou à temps partiel. On estime entre 3,5 % à 4 % la part des personnes handicapées ayant une activité professionnelle et bénéficiaires de cette ACTP en 2003, soit entre 3 500 et 4 000 personnes.

125 00 personnes handicapées sont accueillies en établissement ou par des particuliers

Les adultes handicapés, qui ne peuvent être maintenus dans un milieu ordinaire de vie, peuvent bénéficier d'aides départementales pour une prise en charge en établissement médico-social, avec ou sans hébergement, ou dans le cadre d'un placement chez des particuliers. En 2004, le nombre de bénéficiaires de ce type d'aides s'accroît de 6 % par rapport à 2003.

Les établissements d'accueil et d'hébergement pour adultes handicapés financés partiellement ou totalement par l'aide sociale sont de trois types : les foyers d'hébergement, les foyers occupationnels et les foyers d'accueil médicalisé. Les foyers d'hébergement sont des établissements sociaux assurant l'hébergement et l'entretien des travailleurs handicapés qui exercent une activité pendant la journée en Centre d'aide par le travail (CAT), en atelier protégé ou en milieu ordinaire. Les foyers occupationnels, dits foyers de vie, sont des établissements médico-sociaux qui accueillent la journée des personnes qui ne sont pas en mesure de travailler mais qui disposent d'une certaine autonomie physique ou intellectuelle. Enfin les foyers d'accueil médicalisé sont destinés à accueillir des personnes lourdement handicapées dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité à caractère professionnel.

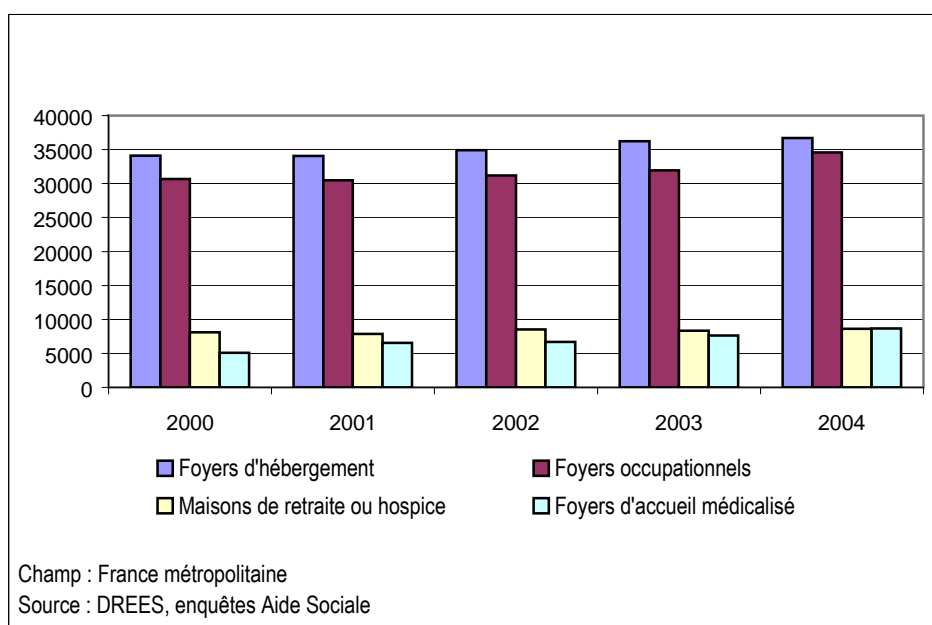
Le nombre de bénéficiaires accueillis dans ces établissements au titre de l'aide sociale à l'hébergement est en augmentation régulière depuis 1994 : 88 600 en 2004 contre 74 300 en 1994, soit une hausse de 19 % en dix ans.

Fin 2004, 36 700 adultes handicapés bénéficiaires d'une aide sociale étaient ainsi accueillis en foyers d'hébergement, 34 600 en foyers occupationnels, 8 600 en maisons de retraite, hospices ou unités de soins de longue durée et 8 700 en foyers d'accueil médicalisé pour adultes lourdement handicapés (graphique 13).

Par ailleurs, on dénombre 19 500 bénéficiaires de l'ACTP en établissement en 2004, représentant 16 % des bénéficiaires des aides aux personnes handicapées en établissement, proportion inchangée par rapport à 2003.

Enfin, les solutions alternatives à l'hébergement en établissement, tels l'accueil de jour ou le placement familial, bien qu'en développement, ne concernent en 2004 que 14 % des bénéficiaires d'une aide à la prise en charge hors du domicile. L'accueil de jour cependant a été multiplié par trois en dix ans et concerne désormais près de 13 000 personnes, en augmentation de 11 % par rapport à 2003. Quant au placement familial chez des particuliers, s'il progresse de façon constante depuis 1992, avec une accélération entre 2003 et 2004 (+6 %), il reste encore marginal puisqu'il ne permet de prendre en charge qu'un peu moins de 4 000 personnes handicapées, soit 3 % seulement de l'ensemble des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement.

Graphique 13 : Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine



- **104 000 bénéficiaires d'une aide à domicile au titre du handicap**

Pour l'essentiel, les prestations que versent les départements aux personnes handicapées au titre d'une aide à domicile transitent par l'allocation compensatrice pour tierce personne. La majeure partie des bénéficiaires de l'ACTP versée aux moins de 60 ans sont ainsi des personnes vivant à domicile (86 %). Cette allocation en espèces a été versée en 2004 à plus de 89 000 adultes handicapés ayant besoin d'une tierce personne pour accomplir les actes essentiels de la vie quotidienne, chiffre en forte hausse par rapport à 2003 (+6 %). Cette évolution rompt avec une période de stabilité entre 2001 et 2003, qui faisait elle-même suite à une augmentation de même ampleur (+6 % entre 2000 et 2001).

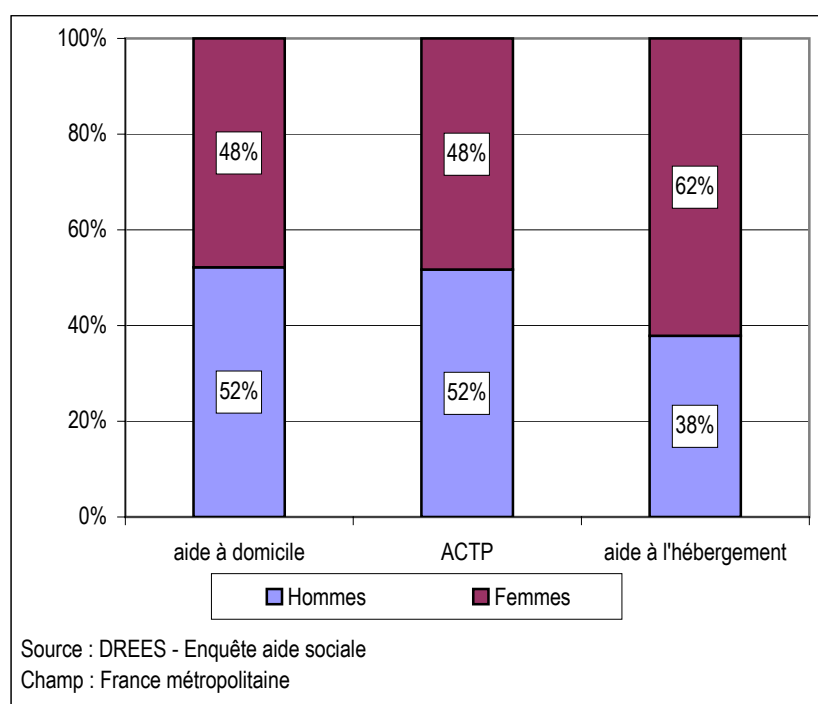
L'aide à domicile comprend deux autres éléments. L'aide ménagère qui permet la prise en charge partielle d'un quota d'heures d'intervention d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie employées par un service habilité. La personne handicapée doit, pour en bénéficier, présenter un taux d'incapacité permanente d'au moins 80 % ou être, compte tenu de son handicap, dans l'impossibilité reconnue par la Commission technique d'orientation et de reclassement (Cotorep), de se procurer un emploi. Si elle ne peut recourir à une aide ménagère, une allocation représentative peut par ailleurs lui être versée pour rémunérer une employée de maison.

En 2004, 15 000 adultes handicapés ont ainsi bénéficié d'une aide ménagère ou d'une auxiliaire de vie. Le nombre de bénéficiaires de ce type d'aides a presque doublé depuis 1994, et augmente encore d'environ 4 % en 2004. Il ne représente néanmoins que 7 % des personnes handicapées à domicile ou en établissements bénéficiant d'une aide sociale des départements (graphique 12).

Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale

En ce qui concerne les aides à domicile¹⁵ et l'ACTP¹⁶, les statistiques sur l'année 2004 comme sur l'année 2003 font apparaître que les prestations sociales sont en moyenne quasiment autant versées à des hommes qu'à des femmes. Par contre concernant l'aide sociale à l'hébergement¹⁷, les femmes sont presque deux fois plus nombreuses que les hommes (graphique 14).

Graphique 14 : Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement au 31.12.2004 – France métropolitaine



¹⁵ Bénéficiaires d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie.

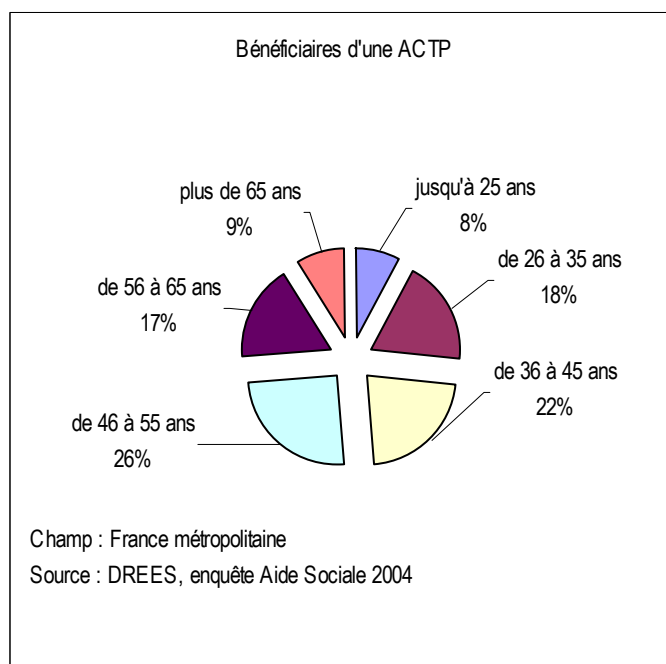
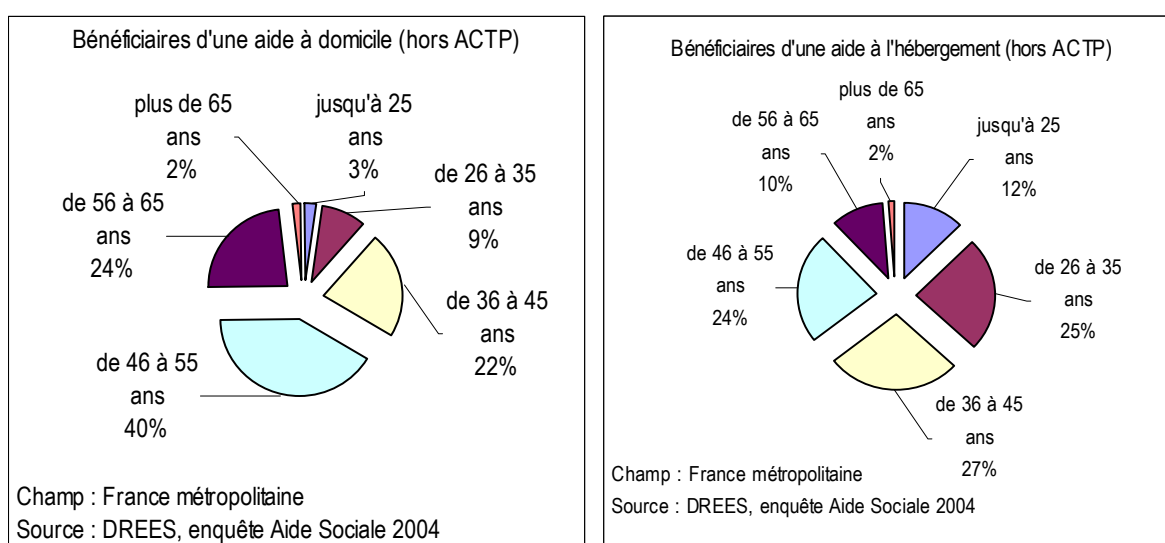
¹⁶ Bénéficiaires d'une allocation compensatrice pour tierce personne à domicile ou en établissement.

¹⁷ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, d'un accueil de jour, d'un accueil par des particuliers, de services d'accompagnement en milieu ordinaire, de jeunes majeurs bénéficiant de l'amendement Creton, de mineurs en éducation spéciale.

Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale

La population bénéficiaire d'une aide à l'hébergement¹⁷ est en structure plus jeune que celle bénéficiaire d'une aide à domicile¹⁵. En effet parmi les bénéficiaires, les personnes handicapées de moins de 35 ans sont proportionnellement 3 fois plus nombreuses en établissement qu'à domicile et les personnes handicapées de 45 ans ou plus sont, elles, proportionnellement près de 2 fois plus nombreuses à domicile qu'en établissement (graphiques 15).

Graphique 15 : Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP au 31.12.2004 – France métropolitaine

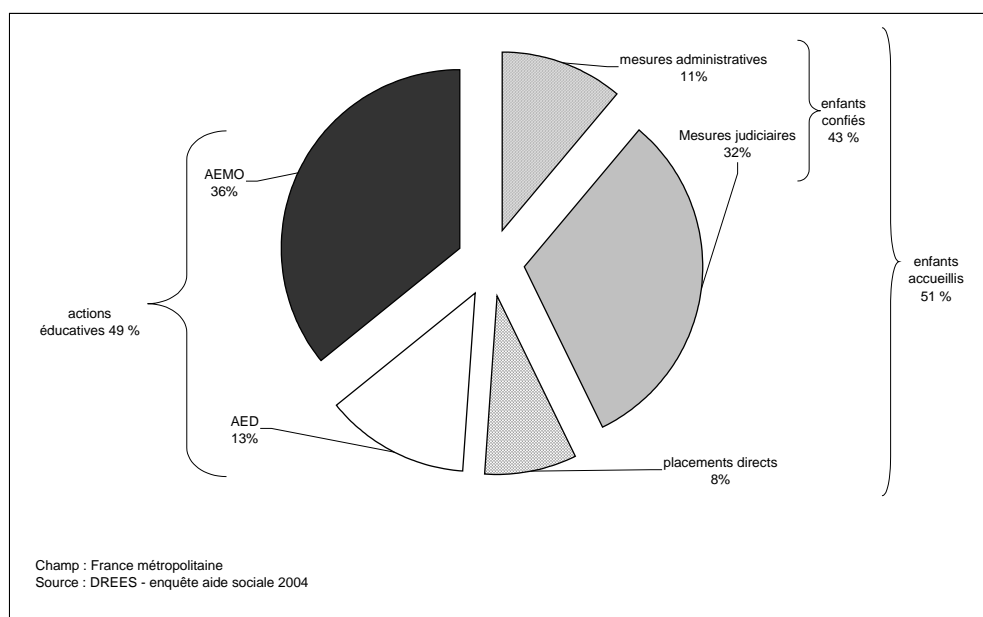


L'Aide sociale à l'enfance

L'Aide sociale à l'enfance (Ase) est placée sous l'autorité des présidents des conseils généraux. Les dispositions régissant le service de l'aide sociale à l'enfance figurent aux articles L221-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles. Dans ce cadre, l'organisation et la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance, mission d'intérêt général et d'ordre public, relèvent de chaque département. Chacun organise le service, attribue les prestations dont il fixe les tarifs et s'appuie sur un dispositif d'établissements et de services, publics ou privés habilités, dont le financement est approuvé chaque année lors du vote du budget et dont l'activité est contrôlée par les services du conseil général.

Pour 1 000 jeunes de 0 à 21 ans¹², on compte en moyenne 16 bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance. Dans ce total, la part des enfants accueillis à l'Ase, c'est-à-dire ceux faisant l'objet d'une mesure de placement hors du milieu familial, demeure légèrement supérieure à celle des enfants bénéficiaires d'actions éducatives : 51 % contre 49 % (graphique 16).

Graphique 16 : Répartition des actions éducatives et des placements rapportés au nombre total de bénéficiaires de l'Ase



¹² Selon les données estimées de la population au 1^{er} janvier 2005.

Les enfants accueillis à l'Ase

Le nombre total d'enfants accueillis à l'Ase regroupe à la fois ceux qui lui sont spécifiquement confiés, qu'ils fassent l'objet de mesures administratives ou judiciaires, et les enfants qui sont placés directement par le juge (encadré 5).

137 000 enfants ont ainsi été accueillis à l'Ase fin 2004, en légère augmentation par rapport à 2003 (près de 2 %) [tableau 4]. Cette évolution fait suite à une stabilité entre 2001 et 2003. L'augmentation relativement faible du nombre d'enfants accueillis entre 2003 et 2004 résulte de deux mouvements opposés : le nombre d'enfants confiés à l'Ase suite à une mesure administrative ou judiciaire augmente de 2,6 % (115 000 en 2004), tandis que le nombre d'enfants placés directement par le juge, qui ne représentent que 16 % des enfants accueillis, diminue d'environ 3 % (près de 22 000 en 2004).

Tableau 4 : Les enfants accueillis à l'Ase

	2000	2001	2002	2003	2004	Taux de croissance en %	
						2000-2004	2003-2004
Enfants confiés à l'ASE	110 935	110 829	111 164	112 403	115 345	4,0	2,6
<i>Dont : mesures judiciaires</i>	82 253	82 174	83 228	83 817	85 519	4,0	2,0
<i>mesures administratives</i>	28 682	28 655	27 936	28 586	29 826	4,0	4,3
Placements directs	25 077	23 657	23 236	22 455	21 740	-13,3	-3,2
Enfants accueillis à l'ASE	136 012	134 486	134 400	134 858	137 085	0,8	1,7
Champ : France métropolitaine							
Source : DREES - enquêtes Aide sociale							

En 2004, la part des enfants confiés à l'Ase au titre d'une mesure judiciaire reste prépondérante (74 %) par rapport à ceux confiés suite à une mesure administrative (26 %).

85 500 enfants ont ainsi été confiés à l'Ase au titre d'une mesure judiciaire, soit 2 % de plus qu'en 2003. Cette augmentation est un peu plus soutenue qu'au cours des années précédentes (+0,6 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2003). Elle résulte essentiellement de la hausse des placements par le juge (+2 %), qui représentent 92 % de l'ensemble des mesures judiciaires ; les 8 % restants sont constitués des tutelles d'État déferées à l'Ase, des délégations d'autorité parentale et des retraits partiels de l'autorité parentale.

Le nombre d'enfants bénéficiant de mesures administratives augmente, quant à lui, de 4,3 % entre 2003 et 2004, passant de 28 600 à 29 800. Les accueils provisoires de mineurs ou de jeunes majeurs, qui correspondent à des placements à la demande ou en accord avec les parents, représentent 90 % de ces mesures administratives ; les 10 % restants correspondant à des pupilles de l'État. Les accueils provisoires diminuent en 2004 de 1,4 % pour les mineurs, alors qu'ils augmentent de 11 % pour les jeunes majeurs. Pour ces derniers, l'augmentation des accueils provisoires confirme l'évolution observée en 2003, mais à un rythme nettement plus rapide, et après un tassement entre 2000 et 2002 (tableau 5).

Tableau 5 : Mesures administratives et judiciaires

	2000	2001	2002	2003	2004	Taux de croissance en %	
						2000-2004	2003-2004
Total enfants confiés à l'ASE	110 935	110 829	111 164	112 403	115 345	4,0	2,6
Mesures administratives	28 683	28 655	27 936	28 586	29 826	4,0	4,3
<i>Dont : Pupilles</i>	2 997	2 881	2 860	2 698	2 543	-15,1	-5,7
<i>Accueil provisoire de mineurs</i>	11 803	12 539	11 939	11 867	11 696	-0,9	-1,4
<i>Accueil provisoire de jeunes majeurs</i>	13 883	13 235	13 137	14 021	15 587	12,3	11,2
Mesures judiciaires	82 252	82 174	83 228	83 817	85 519	4,0	2,0
<i>Dont : DAP* à l'ASE</i>	2 882	2 831	2 893	2 753	2 758	-4,3	0,2
<i>Tutelle</i>	2 959	3 215	3 669	3 824	3 793	28,2	-0,8
<i>Retrait de l'autorité parentale</i>	18	16	28	11	10	-44,4	-9,1
<i>Placement à l'ASE par le juge</i>	76 393	76 112	76 638	77 229	78 958	3,4	2,2
* Délégation de l'autorité parentale à l'ASE							
Champ : France métropolitaine							
Source : DREES - enquêtes Aide sociale							

Par ailleurs, les enfants confiés à l'Ase sont placés principalement soit en famille d'accueil, soit dans un établissement public de l'Ase ou du secteur associatif habilité et financé par elle. En 2004, les familles d'accueil hébergent environ 55 % des enfants placés au titre de l'Ase, et les établissements environ 38 % (tableau 6, graphique 17). Le nombre d'enfants ainsi hébergés en famille d'accueil augmente de près de 2 % en 2004 (63 000). Cette augmentation s'inscrit dans une évolution ancienne (+6 % entre 2000 et 2004). Le nombre d'enfants placés en établissement est, quant à lui, passé de 42 200 à 43 800 en 2004, en hausse d'environ 4 % par rapport à 2003, soit au même rythme qu'au cours de l'année précédente, alors que le mouvement était inverse entre 2000 et 2002 (tableau 6).

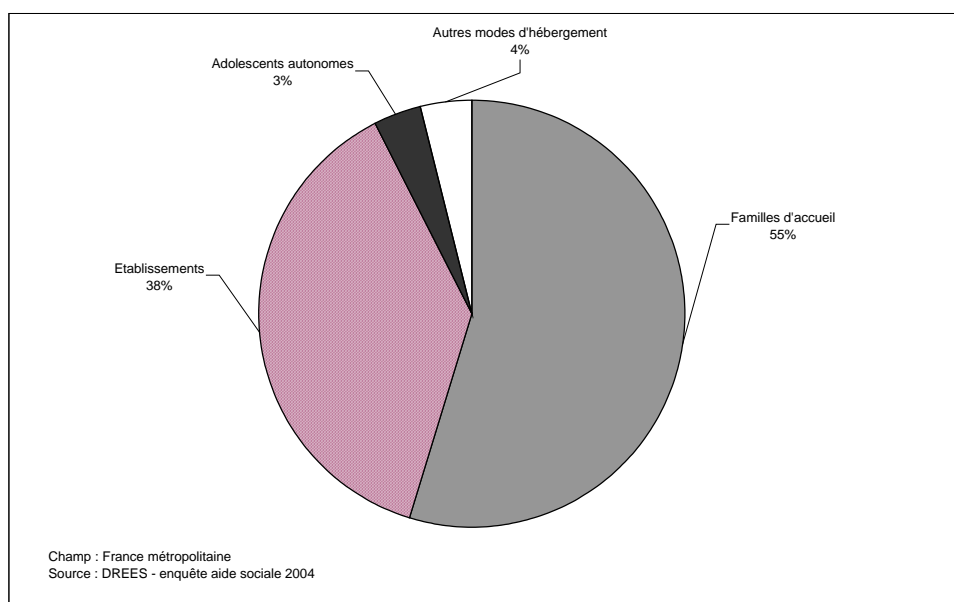
Les autres modes d'hébergement (adolescents autonomes en appartement indépendant avec des visites régulières d'instructeurs ou internats scolaires) sont minoritaires : au total 7 % de l'ensemble. Une hausse de 14 % des adolescents autonomes a toutefois été observée en 2004, rompant avec l'évolution antérieure (-5 % en moyenne annuelle entre 2000 et 2003).

Tableau 6 : Modes d'hébergement des enfants confiés à l'Ase

Nature du placement	2000	2001	2002	2003	2004	Taux de croissance en %	
						2000-2004	2003-2004
Famille d'accueil	59 667	61 120	61 359	61 930	63 073	5,7	1,8
Établissement	43 265	41 737	40 514	42 184	43 778	1,2	3,8
Adolescents autonomes	4 304	4 147	4 439	3 654	4 153	-3,5	13,7
Autres modes d'hébergement	3 699	3 825	4 852	4 635	4 341	17,4	-6,3
Total enfants confiés	110 935	110 829	111 164	112 403	115 345	4,0	2,6

Champ : France métropolitaine
Source : DREES - enquêtes Aide sociale

Graphique 17 : Répartition des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance par mode d'hébergement



Les enfants confiés à l'Ase ont un âge moyen de 12 ans. Un enfant sur six a moins de six ans, un sur sept est majeur (tableau 7). En outre, parmi les enfants confiés à l'Ase, les garçons sont légèrement plus nombreux (53 %) que les filles.

Tableau 7 : Répartition par âge des enfants confiés à l'Ase

	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Total
Effectifs	18 143	25 698	36 919	18 871	15 714	115 345
Part (en %)	16	22	32	16	14	100

Champ : France métropolitaine
Source : DREES - enquête Aide sociale

Enfin, distincts des mesures administratives et judiciaires, les placements directs par le juge diminuent de 3 % par rapport à 2003, passant de 22 500 à 21 700 en 2004. Cette évolution s'inscrit dans la tendance des années précédentes.

Les Actions éducatives à domicile (AED) et en milieu ouvert (AEMO)

Les actions éducatives regroupent à la fois des Actions éducatives à domicile (AED) et en milieu ouvert (AEMO) [(encadré 5)]. En 2004, le nombre de leurs bénéficiaires s'est accru de 3 % (près de 132 000) [(tableau 8)]. Cette évolution résulte de l'augmentation à la fois des AEMO et des AED, après une stagnation entre 2002 et 2003. Les AEMO représentent 73 % de l'ensemble des actions éducatives (96 200). Leur nombre, qui n'avait quasiment pas varié entre 2001 et 2003, augmente de près de 3 % en 2004. Les AED, quant à elles, moins nombreuses (35 500) se sont accrues de 4 %, après une pause en 2003, renouant ainsi avec la hausse enregistrée entre 2000 et 2002.

Tableau 8 : Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative

	2000	2001	2002	2003	2004	Taux de croissance en %	
						2000-2004	2003-2004
AED	31 463	31 640	34 161	34 156	35 514	12,9	4,0
AEMO	94 878	93 532	93 319	93 683	96 213	1,4	2,7
Total actions éducatives à domicile	126 341	125 172	127 480	127 839	131 727	4,3	3,0
Champ : France métropolitaine							
Source : DREES - enquêtes Aide sociale							

Encadré 5 : Les mesures de placement et les actions éducatives de l'aide sociale à l'enfance

Les mesures de placement à l'aide sociale à l'enfance sont de trois types :

- les mesures administratives sont décidées par l'ASE (président du conseil général) sur demande ou en accord avec la famille suite à un signalement. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs, et les pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants au titre de l'assistance éducative. L'enfant est confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent : la délégation de l'autorité parentale, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge des enfants ;
- les placements directs par le juge comprennent le placement auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement. Dans le cas d'un placement direct, le service d'aide sociale à l'enfance n'est que le payeur de la mesure.

Les actions éducatives (AED ou AEMO) :

- L'Action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du conseil général à la demande ou en accord avec les parents. Les actions éducatives à domicile sont exercées en milieu familial. Au regard des missions confiées à l'ASE définies à l'article L 221-1 CASF*, les AED ont pour but d'apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, ainsi qu'aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un an. L'action éducative auprès des familles est alors exercée par des travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés, psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE, ou à un service habilité ASE (secteur associatif). Ils ont pour mission d'aider les parents dans l'exercice de leur autorité parentale (ex. soutien dans la gestion des rapports conflictuels avec leurs enfants, conseils dans la gestion du budget familial, liens avec les institutions, notamment l'école) ;
- l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire (décision du juge des enfants dans le cadre de l'assistance éducative des articles 375 du Code civil) poursuit le même but que l'AED, mais, à la différence de celle-ci, elle présente un caractère contraignant vis-à-vis de la famille.

* Code de l'action sociale et des familles (CASF)

Encadré 6 : L'aide sociale des départements en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)

La population des DOM, en 2004 comme les années antérieures, reste proportionnellement plus aidée en matière d'aide sociale que celle de la métropole. Ainsi on recense en 2004, sur 10 000 habitants¹, 1 145 personnes aidées dans les DOM contre 432 en métropole.

154 600 personnes bénéficient de l'allocation Rmi dans les DOM au 31 décembre 2004, soit 76 % des bénéficiaires d'une aide. 33 800 personnes sont prises en charge au titre de l'aide sociale aux personnes âgées, – soit 16 % des bénéficiaires d'une aide –, 5 664 personnes le sont au titre de l'aide sociale aux personnes handicapées – soit 3 % des bénéficiaires d'une aide – et 10 300 enfants et adolescents relèvent de l'aide sociale à l'enfance – soit 5 % des bénéficiaires d'une aide. Cette structure diffère sensiblement de celle de la métropole pour laquelle 42 % des aides concernent l'insertion, 39 % sont ciblées en direction des personnes âgées, 9 % en direction des personnes handicapées et 10 % en faveur des enfants et adolescents.

La politique sociale des DOM reste néanmoins plus axée en faveur des personnes âgées que celle de la métropole (1 524 personnes aidées dans les DOM pour 10 000 habitants² contre 819 en métropole en 2004) et sensiblement comparable en ce qui concerne l'aide en faveur des personnes handicapées (49 adultes handicapés aidés dans les DOM pour 10 000 habitants³ contre 51 en métropole) et l'aide sociale à l'enfance (167 enfants et adolescents bénéficient d'une aide dans les DOM pour 10 000 habitants⁴ contre 178 en métropole).

	2000	2001	2002	2003	2004
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	18 740	19 739	23 852	29 374	33 780
Aides à domicile	12 348	14 673	11 351	4 397	4 004
Aides ménagères	5 095	5 517	4 350	4 215	4 004
PSD à domicile	7 253	9 156	7 001	182	0
Aides à l'hébergement	3 284	3 298	3 736	2 454	2 945
Accueil en établissement ASH	2 771	2 904	2 763	2 084	2 645
Accueil chez des particuliers	494	337	224	370	300
PSD en établissement	19	57	749	0	0
Allocation personnalisée d'autonomie			7 501	21 799	25 851
ACTP des 60 ans ou plus	3 108	1 768	1 264	724	980
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	5 253	5 377	5 566	5 726	5 664
Aides à domicile	181	159	158	203	216
Aides ménagères et auxiliaires de vie	181	159	158	203	216
Aides à l'hébergement	1 357	1 306	1 203	1 213	1 188
Accueil en établissement	1 130	1 064	1 016	857	825
Accueil chez des particuliers	77	91	25	59	64
Accueil de jour	150	151	162	297	299
ACTP des moins de 60 ans	3 715	3 912	4 205	4 310	4 260
AIDE SOCIALE A L'ENFANCE	11 472	11 830	10 649	9 499	10 312
Enfants confiés à l'ASE	5 163	5 403	4 212	3 793	4 021
Placements directs par le juge	1 152	1 192	1 148	1 151	1 348
Actions éducatives (AED et AEMO)	5 157	5 235	5 289	4 555	4 943
REVENU MINIMUM D'INSERTION (*)	131671	134987	122753	145 572	154 580

(*) Il s'agit du nombre d'allocataires du RMI, ceux-ci sont pris en charge par l'État jusqu'en 2003, puis par les conseils généraux à partir de 2004.

Cet état de fait se traduit au niveau des aides aux personnes âgées par des différences très significatives entre les DOM et la métropole :

- on compte 1,5 fois plus de bénéficiaires de l'APA dans les DOM (1 166 personnes contre 686 en métropole pour 10 000 habitants²) ;
- près de 7 fois plus de personnes âgées sont aidées à domicile dans les DOM par le biais d'une aide ménagère (181 contre 26 en métropole pour 10 000 habitants²) ;
- près de 3 fois plus de personnes âgées bénéficient de l'ACTP dans les DOM (44 personnes contre 15 en métropole pour 10 000 habitants²).

Par ailleurs, en 2004, si on constate une baisse de près de 9 % de l'ACTP pour les personnes de 60 ans ou plus en métropole, par contre, dans les DOM, cette dernière est en hausse de 35 % En ce qui concerne la PSD, aussi bien en Métropole que dans les DOM, cette prestation a disparu.

En revanche les prestations sociales en faveur des personnes handicapées sont de nature plus comparable entre les DOM et la métropole même si l'on peut noter quelques particularités :

- les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement – hors ACTP – sont proportionnellement plus nombreux en métropole (23 contre 10 pour 10 000 habitants³ dans les DOM) ;
- en revanche les bénéficiaires de l'ACTP sont proportionnellement plus nombreux dans les DOM (36 contre 24 pour 10 000 habitants³ en métropole).

Enfin les données de l'ASE dans les DOM sont inférieures à celles de la métropole. On compte :

- 87 enfants pour 10 000 habitants⁴ accueillis à l'ASE dans les DOM contre 91 en métropole ;
- 80 mesures éducatives pour 10 000 habitants contre 87 en métropole.

1 : Estimation Insee 2005 de la population au 1^{er} janvier 2004 pour les DOM.

2 : Personnes âgées de 60 ans ou plus.

3 : Adultes de 20 ans ou plus.

4 : Enfants et adolescents de 0 à 19 ans.

Des dispositifs départementaux d'aide sociale facultative pour favoriser l'accès aux soins de personnes non admises à la couverture maladie universelle

La loi du 27 juillet 1999 portant création d'une Couverture maladie universelle (CMU) a substitué celle-ci à l'Aide médicale gratuite (AMG), auparavant gérée par les conseils généraux dans le cadre de l'aide sociale. Pour autant, certains départements ont, dès l'année 2000, mis en place des dispositifs facultatifs pour limiter les effets de seuil ou pour maintenir leur niveau de prise en charge tel qu'il existait avant la mise en place de la CMU.

En 2004, 34 départements sur les 79 ayant répondu à l'enquête (soit 43 %) ont indiqué avoir mis en place une aide en faveur des personnes ne bénéficiant pas de la CMU. Ce taux augmente par rapport à 2003 (40 %) alors qu'il était sensiblement équivalent depuis la mise en place de cette réforme puisque 37 % des départements avaient indiqué avoir engagé une action en 2002 et 39 % en 2001.

Cette aide est destinée, comme les années passées, à financer tout ou partie d'une couverture complémentaire ou dans une moindre mesure pour prendre en charge des dépenses ponctuelles de soins ou des frais médicaux de type prothèses ou soins dentaires. Ainsi 19 départements financent exclusivement une mutuelle (56%), 9 départements prennent en charge à la fois une mutuelle et des dépenses ponctuelles de soins (26 %), 4 départements (contre 1 en 2003) remboursent exclusivement des dépenses de soins ou de frais médicaux, enfin 2 départements ne peuvent pas déterminer les modalités de prise en charge des dépenses.

Les actions des départements se sont recentrées en 2004, comme les années passées, autour de quatre publics prioritaires :

- les personnes âgées et les personnes handicapées hébergées au titre de l'aide sociale en établissement (cité par 17 départements dont 5 fois exclusivement pour des personnes âgées). Ces aides sont dispensées sous forme d'une déduction sur la contribution personnelle que les bénéficiaires de l'aide à l'hébergement versent aux départements ;
- toute personne rejetée de la CMU ou personnes isolées, Rmistés... dont le niveau de ressources est inférieur à un barème de ressources fixé par les conseils généraux (cité par 9 départements) qui dans de nombreux cas est fixé au montant de la CMU +10 % ou au montant du RMI +50 % ;
- des anciens bénéficiaires de l'aide médicale (cité par 2 départements) ;
- de jeunes désirant garder l'anonymat ou de mineurs pris en charge au titre de l'ASE (cité par 4 départements).

À signaler que 9 départements (contre 12 en 2003) déclarent avoir négocié en 2004 des tarifs préférentiels avec les mutuelles pour des cotisations (sur la base d'un forfait ou d'un barème de référence, avec absence de délai de stage) ou des remboursements de frais médicaux tels que définis dans le panier de soins de la CMU complémentaire.

Liste des illustrations

Liste des encadrés :

Encadré 1 : Les bénéficiaires de l'aide sociale	6
Encadré 2 : L'enquête sur les bénéficiaires de l'aide sociale départementale	7
Encadré 3: Eclairage sur deux modalités particulières de l'APA.....	12
Encadré 4 : L'application des conditions de ressources aux bénéficiaires de l'APA en établissement et à domicile.....	18
Encadré 5 : Les mesures de placement et les actions éducatives de l'aide sociale à l'enfance	34
Encadré 6 : L'aide sociale des départements en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion).....	35

Liste des graphiques

Graphique 1 : Évolution du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale depuis 2000 - France métropolitaine	8
Graphique 2 : Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31.12.04 – France métropolitaine .	9
Graphique 3 : Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement au 31.12.04 – France métropolitaine	10
Graphique 4 : Bénéficiaires de l'allocation différentielle en 2004 – France métropolitaine.....	12
Graphique 5 : Recours déposés par des personnes âgées bénéficiaires de l'APA à domicile et en établissement en 2004 – France métropolitaine.....	13
Graphique 6 : Bénéficiaires de l'APA en établissement par GIR au 31.12.2004 – France métropolitaine	14
Graphique 7 : Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine.....	15
Graphique 8 : Bénéficiaires de l'APA à domicile par GIR au 31.12.2004 – France métropolitaine	17
Graphique 9 : Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale au 31.12.2004 France métropolitaine	20
Graphique 10 : Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile au 31.12.2004 – France métropolitaine	21
Graphique 11 : Âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement au 31.12.2004 – France métropolitaine	22
Graphique 12 : Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement au 31.12.2004 - France métropolitaine	24
Graphique 13 : Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine	26
Graphique 14 : Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement au 31.12.2004 – France métropolitaine.....	27
Graphique 15 : Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP au 31.12.2004 – France métropolitaine.....	28
Graphique 16 : Répartition des actions éducatives et des placements rapportés au nombre total de bénéficiaires de l'Ase	29
Graphique 17 : Répartition des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance par mode d'hébergement	32

Liste des tableaux

Tableau 1 : Bénéficiaires de l'aide sociale au 31/12/2004 – France métropolitaine	9
Tableau 2 : Bénéficiaires d'une prise en charge au titre de la dépendance	11
Tableau 3 : Conditions de ressources des bénéficiaires de l'APA.....	18
Tableau 4 : Les enfants accueillis à l'Ase.....	30
Tableau 5 : Mesures administratives et judiciaires	31
Tableau 6 : Modes d'hébergement des enfants confiés à l'Ase	32
Tableau 7 : Répartition par âge des enfants confiés à l'Ase.....	32
Tableau 8 : Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative	33

Pour en savoir plus

Arnaud CAMPÉON et Blanche LE BIHAN, « Les plans d'aide associés à l'Allocation personnalisée d'autonomie - Le point de vue des bénéficiaires de leurs aidants - », *Études et Résultats*, n°461, janvier 2006, Drees.

Jocelyne MAUGUIN, « Les dépenses d'aide sociale départementale en 2004 », *Études et Résultats*, n° 453, décembre 2005, Drees.

Marie AVENEL, « Les modes d'organisation adoptés par les Conseils Généraux pour la gestion du RMI suite à la décentralisation », *Études et Résultats*, n° 432, octobre 2005, Drees.

Benoît CHASTENET, Jocelyne MAUGUIN « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2004 », *Études et Résultats*, n° 428, septembre 2005, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, Benoît CHASTENET, « Les bénéficiaires de l'aide sociale des départements et de l'État en 2003 », Document de travail, n° 72, décembre 2004, Drees.

Jocelyne MAUGUIN, « Les dépenses d'aide sociale des départements en 2003 », Document de travail, n° 81, avril 2005, Drees.

Benoît CHASTENET, « L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2002 », Document de travail, collection statistiques, n° 66, juillet 2004, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, « L'aide sociale extralégale ou facultative des départements », *Études et Résultats*, n° 317, juin 2004, Drees.

Roselyne KERJOSSE, « L'Allocation personnalisée d'autonomie au 31 décembre 2003 », *Études et Résultats*, n° 298, mars 2004, Drees.

Corinne METTE, « Allocation personnalisée d'autonomie à domicile : une analyse des plans d'aide », *Études et Résultats*, n° 293, février 2004, Drees.

Corinne METTE, « Les opinions des Français sur la dépendance des personnes âgées de 2000 à 2002 », *Études et Résultats*, n° 274, novembre 2003, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, Christine BONNARDEL, « Les disparités départementales en matière d'aide sociale », *Études et Résultats*, n° 269, octobre 2003, Drees.

Benoît CHASTENET, « Le personnel technique des services sanitaires et sociaux et services conventionnés des conseils généraux, et des DDASS de 1996 à 2001 », *Document de travail, Collection statistiques*, n° 58, octobre 2003, Drees.

Martine BELLANGER et Blanche LE BIHAN-YOUIYOU, « La mise en œuvre de l'Allocation personnalisée d'autonomie dans six départements », *Études et Résultats*, n° 264, octobre 2003, Drees.

Annie MESRINE, « Les places dans les établissements pour personnes âgées », *Études et Résultats*, n° 263, octobre 2003, Drees.

Roselyne KERJOSSE, Amandine WEBER, « Aides techniques et aménagements du logement : usages et besoins des personnes âgées vivant à domicile », *Études et Résultats*, n° 262, septembre 2003, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, « La mise en œuvre de l'Allocation personnalisée d'autonomie par les départements au premier semestre 2002 », *Études et Résultats*, n° 227, mars 2003, Drees.

Olivier BONTOUT, Christel COLIN et Roselyne KERJOSSE, « Personnes âgées dépendantes et aidants potentiels : une projection à l'horizon 2040 », *Études et Résultats*, n° 160, février 2002, Drees.

Marie RUAULT, « Aide sociale à l'enfance : quelle organisation dans les départements ? », *Études et Résultats*, n° 144, novembre 2001, Drees.

ANNEXES

Tableaux par département tenant compte des non réponses et totaux estimés

AIDE SOCIALE DES DÉPARTEMENTS

Aide sociale aux personnes âgées

Aide sociale aux personnes handicapées

Aide sociale à l'enfance

AIDE SOCIALE

AUX PERSONNES ÂGÉES

- Tableau 1 – Les principales aides : ACTP des personnes de 60 ans ou plus, Apa, PSD, aides ménagères ou auxiliaires de vie, ASH en établissement.
- Tableau 2 – Apa : Apa à domicile, Apa en établissement.
- Tableau 3 – Les aides à domicile : Apa à domicile, PSD à domicile, ACTP des personnes de 60 ans ou plus à domicile, aides ménagères ou auxiliaires de vie.
- Tableau 4 – Les aides en faveur des personnes placées : Apa en établissement, PSD en établissement, ASH en établissement, ACTP des personnes de 60 ans ou plus en établissement.
- Tableau 5 – Les différentes structures d’hébergement des personnes placées : logement-foyer, maison de retraite ou hospice, unité de soins longue durée.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 1 - Les principales aides

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de + 60 ans (1)	A.P.A. (2)	P.S.D.	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie	A.S.H. en établissement	Total
1 Ain	45	6 259	0	374	825	7 503
2 Aisne	164 (e)	8 695	0	307	889	10 055 (e)
3 Allier	129	7 110	0	256	1 014	8 509
4 Alpes de Haute-Provence	50	2 604	0	125	310	3 089
5 Hautes-Alpes	22	2 350	0	88	172	2 632
6 Alpes-Maritimes	811	17 302	0	736	2 452	21 301
7 Ardèche	78 (e)	6 602	0	105	812	7 597 (e)
8 Ardennes	156	4 303	0	58	406	4 923
9 Ariège	70 (e)	4 754	0	119 (e)	420	5 363 (e)
10 Aube	122	4 648	0	129	652	5 551
11 Aude	201	5 980	0	1 084	750	8 015
12 Aveyron	129	8 087	0	535	853	9 604
13 Bouches-du-Rhône	0	27 871	0	2 324	3 425	33 620
14 Calvados	58	11 549	0	485	1 713	13 805
15 Cantal	73	4 131	0	105	460	4 769
16 Charente	139	8 232	0	596	963	9 930
17 Charente-Maritime	160 (e)	9 985	0	341	1 116	11 602 (e)
18 Cher	195	5 624	0	76	533	6 428
19 Corrèze	80 (e)	6 059	0	124	560	6 823 (e)
2a Corse du Sud	608	2 931 (e)	0	28	319	3 886 (e)
2b Haute Corse	256	2 379	80	283	197	3 195
21 Côte-d'Or	144	7 717	0	90	933	8 884
22 Côtes-d'Armor	151	12 645	0	534	1 028	14 358
23 Creuse	94 (e)	3 865	0 (e)	73	398	4 430 (e)
24 Dordogne	202	10 228	0	184	1 092 (e)	11 706 (e)
25 Doubs	58	6 107	0	120	736	7 021
26 Drôme	144	5 887	13	187	1 025	7 256
27 Eure	160	6 021	0	222	829	7 232
28 Eure-et-loir	93	4 608	0	47	629	5 377
29 Finistère	265	15 829	0	1 312	1 721	19 127
30 Gard	155 (e)	11 742	0	797	1 547	14 241 (e)
31 Haute-Garonne	259	15 985	0	185	925	17 354
32 Gers	80	5 527	0	315	485	6 407
33 Gironde	295	19 489 (e)	0	1 077	1 712	22 573 (e)
34 Hérault	252	19 019	0	174	1 509	20 954
35 Ille-et-Vilaine	260	12 204	0	350	1 724	14 538
36 Indre	87	4 635	0	65	443 (e)	5 230 (e)
37 Indre-et-Loire	77 (e)	7 943	0	202	901	9 123 (e)
38 Isère	284	12 904	0 (e)	413	1 776	15 377 (e)
39 Jura	84	3 977	0	55	556	4 672
40 Landes	91	6 970	0	449 (e)	1 076	8 586 (e)
41 Loir-et-Cher	70	5 292 (e)	0	162	640	6 164 (e)
42 Loire	285	13 532	0	310	1 539	15 666
43 Haute-Loire	87	5 153 (e)	0	54	514 (e)	5 808 (e)
44 Loire-Atlantique	198	14 174	0	469	2 376	17 217
45 Loiret	131	8 237	0	259	1 003	9 630
46 Lot	58	4 706	0	203	479	5 446
47 Lot-et-Garonne	141	6 384	0	397	744	7 666
48 Lozère	31	1 735 (e)	0	75 (e)	394	2 235 (e)
49 Maine-et-Loire	162	9 386	0	277	1 509	11 334
50 Manche	225	8 879	0	239	1 440	10 783
51 Marne	178	6 448	0	113	827	7 566
52 Haute-Marne	112	2 897	0	48	406	3 463

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de + 60 ans (1)	A.P.A. (2)	P.S.D.	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie	A.S.H. en établissement	Total
53 Mayenne	96	5 157	0	158 (e)	900	6 311 (e)
54 Meurthe-et-Moselle	216	10 630	0	201	855	11 902
55 Meuse	25	2 666	0	78	349	3 118
56 Morbihan	177	11 282	0	1 138	1 215	13 812
57 Moselle	315	10 549	0	506	1 257	12 627
58 Nièvre	120	4 376	0	92	665	5 253
59 Nord	666 (e)	33 852 (e)	53 (e)	300 (e)	5 418 (e)	40 290 (e)
60 Oise	163	6 911	0	247	929 (e)	8 250 (e)
61 Orne	125	5 951	0	140	881	7 097
62 Pas-de-Calais	494	26 627	7	466	3 201	30 795
63 Puy-de-Dôme	157	10 110	0	176	1 240	11 683
64 Pyrénées-Atlantiques	267	9 361	0	433	1 688	11 749
65 Hautes-Pyrénées	127	5 410	0	396	849	6 782
66 Pyrénées-Orientales	261	6 975	0	833	648	8 717
67 Bas-Rhin	385	14 395	2	270	1 677	16 729
68 Haut-Rhin	243	8 029	0	179	1 145	9 596
69 Rhône	506	14 434	0	403	2 812	18 155
70 Haute-Saône	58	4 137	0	85	359	4 639
71 Saône-et-Loire	136	10 549	0	166	1 155	12 006
72 Sarthe	138	8 337	0	236	878	9 589
73 Savoie	59	5 610	0	69	496	6 234
74 Haute-Savoie	104	6 202	0	196	773	7 275
75 Paris	724	20 404	1	2 000	6 179	29 308
76 Seine-Maritime	402	19 441	0	572	2 271	22 686
77 Seine-et-Marne	268	7 307	0	456	1 940	9 971
78 Yvelines	275	8 121	0	163	1 224	9 783
79 Deux-Sèvres	173	6 645	0	754	743	8 315
80 Somme	235	9 721	0	211	1 426	11 593
81 Tarn	116 (e)	9 243	0	348	601	10 308 (e)
82 Tarn-et-Garonne	110	5 616	0	84	413	6 223
83 Var	362	13 451	0	436	1 742	15 991
84 Vaucluse	130	7 818	0	309	982	9 239
85 Vendée	100	8 684	0	304	1 135	10 223
86 Vienne	78	6 795	0	262	648	7 783
87 Haute-Vienne	160 (e)	8 048	0	122	748	9 078 (e)
88 Vosges	147	5 548	0	131	745	6 571
89 Yonne	202	5 889	0	125	804	7 020
90 Territoire de Belfort	17	2 336	0	40	152	2 545
91 Essonne	227	7 675	0	361	1 283	9 546
92 Hauts-de-Seine	482 (e)	11 828	0	576	2 427	15 313 (e)
93 Seine-Saint-Denis	430	12 484	0	356 (e)	2 625	15 895 (e)
94 Val-de-Marne	619 (e)	10 539 (e)	1 (e)	505	1 946	13 610 (e)
95 Val-d'Oise	208	7 759	0	335	1 429	9 731
971 Guadeloupe	450	12 447	0	0	604	13 501
972 Martinique	109	4 761 (e)	0	1 375 (e)	1 235	7 480 (e)
973 Guyane	37	322	0	332	145	836
974 Réunion	384	8 321	0	2 297	661	11 663
TOTAL estimé France hors DOM	18 762	854 482	157	32 953	112 611	1 018 965
Estimation DOM	980	25 851	0	4 004	2 645	33 480
TOTAL estimé France entière	19 742	880 333	157	36 957	115 256	1 052 445

(1) En "droits ouverts".

(2) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(e) Données estimées.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 2 - L'allocation personnalisée d'autonomie

Départements	A. P. A. à domicile (1)	A. P. A. en établissement (1)	Total
1 Ain	3 036	3 223	6 259
2 Aisne	5 160	3 535	8 695
3 Allier	3 235	3 875	7 110
4 Alpes de Haute-Provence	1 566	1 038	2 604
5 Hautes-Alpes	1 465	885	2 350
6 Alpes-Maritimes	9 068	8 234	17 302
7 Ardèche	2 850	3 752	6 602
8 Ardennes	2 552	1 751	4 303
9 Ariège	3 421	1 333	4 754
10 Aube	2 210	2 438	4 648
11 Aude	3 862	2 118	5 980
12 Aveyron	4 525	3 562	8 087
13 Bouches-du-Rhône	19 394	8 477	27 871
14 Calvados	7 210	4 339	11 549
15 Cantal	2 274	1 857	4 131
16 Charente	4 754	3 478	8 232
17 Charente-Maritime	6 446	3 539	9 985
18 Cher	2 848	2 776	5 624
19 Corrèze	3 078	2 981	6 059
2a Corse du Sud	2 735 (e)	196 (e)	2 931 (e)
2b Haute Corse	1 880	499	2 379
21 Côte-d'Or	3 659	4 058	7 717
22 Côtes-d'Armor	5 297	7 348	12 645
23 Creuse	2 214	1 651	3 865
24 Dordogne	6 287	3 941	10 228
25 Doubs	3 602	2 505	6 107
26 Drôme	2 808	3 079	5 887
27 Eure	3 489	2 532	6 021
28 Eure-et-Loir	1 867	2 741	4 608
29 Finistère	8 526	7 303	15 829
30 Gard	8 082	3 660	11 742
31 Haute-Garonne	10 621	5 364	15 985
32 Gers	3 584	1 943	5 527
33 Gironde	11 685	7 804 (e)	19 489 (e)
34 Hérault	12 272	6 747	19 019
35 Ille-et-Vilaine	4 794	7 410	12 204
36 Indre	2 778	1 857	4 635
37 Indre-et-Loire	4 206	3 737	7 943
38 Isère	7 700	5 204	12 904
39 Jura	2 202	1 775	3 977
40 Landes	3 970	3 000	6 970
41 Loir-et-Cher	2 703	2 589 (e)	5 292 (e)
42 Loire	6 570	6 962	13 532
43 Haute-Loire	2 876 (e)	2 277	5 153 (e)
44 Loire-Atlantique	5 119	9 055	14 174
45 Loiret	3 892	4 345	8 237
46 Lot	3 147	1 559	4 706
47 Lot-et-Garonne	4 089	2 295	6 384
48 Lozère	913	822 (e)	1 735 (e)
49 Maine-et-Loire	3 817	5 569	9 386
50 Manche	4 920	3 959	8 879
51 Marne	3 599	2 849	6 448
52 Haute-Marne	1 674	1 223	2 897

Départements	A. P. A. à domicile (1)	A. P. A. en établissement (1)	Total
53 Mayenne	2 366	2 791	5 157
54 Meurthe-et-Moselle	6 336	4 294	10 630
55 Meuse	1 481	1 185	2 666
56 Morbihan	5 330	5 952	11 282
57 Moselle	6 215	4 334	10 549
58 Nièvre	2 620	1 756	4 376
59 Nord	23 580	10 272 (e)	33 852 (e)
60 Oise	2 876	4 035	6 911
61 Orne	2 891	3 060	5 951
62 Pas-de-Calais	19 838	6 789	26 627
63 Puy-de-Dôme	5 688	4 422	10 110
64 Pyrénées-Atlantiques	5 721	3 640	9 361
65 Hautes-Pyrénées	3 396	2 014	5 410
66 Pyrénées-Orientales	4 261	2 714	6 975
67 Bas-Rhin	7 816	6 579	14 395
68 Haut-Rhin	3 013	5 016	8 029
69 Rhône	7 157	7 277	14 434
70 Haute-Saône	2 657	1 480	4 137
71 Saône-et-Loire	5 876	4 673	10 549
72 Sarthe	4 027	4 310	8 337
73 Savoie	3 089	2 521	5 610
74 Haute-Savoie	3 334	2 868	6 202
75 Paris	9 634	10 770	20 404
76 Seine-Maritime	12 270	7 171	19 441
77 Seine-et-Marne	3 540	3 767	7 307
78 Yvelines	3 984	4 137	8 121
79 Deux-Sèvres	3 382	3 263	6 645
80 Somme	6 467	3 254	9 721
81 Tarn	6 235	3 008	9 243
82 Tarn-et-Garonne	4 138	1 478	5 616
83 Var	8 919	4 532	13 451
84 Vaucluse	4 767	3 051	7 818
85 Vendée	3 509	5 175	8 684
86 Vienne	3 915	2 880	6 795
87 Haute-Vienne	4 715	3 333	8 048
88 Vosges	2 549	2 999	5 548
89 Yonne	2 452	3 437	5 889
90 Territoire de Belfort	1 389	947	2 336
91 Essonne	3 795	3 880	7 675
92 Hauts-de-Seine	5 010	6 818	11 828
93 Seine-Saint-Denis	8 070	4 414	12 484
94 Val-de-Marne	4 814	5 725 (e)	10 539 (e)
95 Val-d'Oise	4 164	3 595	7 759
971 Guadeloupe	11 899	548	12 447
972 Martinique	3 865	896 (e)	4 761 (e)
973 Guyane	317	5	322
974 Réunion	7 712	609	8 321
TOTAL estimé France hors DOM	483 817	370 665	854 482
Estimation DOM	23 793	2 058	25 851
TOTAL estimé France entière	507 610	372 723	880 333

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(e) Données estimées.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 3 - Les aides à domicile

Départements	A. P. A. à domicile (1)	P. S. D. à domicile	A. C. T. P. + 60 ans à domicile (2)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie
1 Ain	3 036	0	41	374
2 Aisne	5 160	0	150 (e)	307
3 Allier	3 235	0	111	256
4 Alpes de Haute-Provence	1 566	0	49	125
5 Hautes-Alpes	1 465	0	21	88
6 Alpes-Maritimes	9 068	0	742 (e)	736
7 Ardèche	2 850	0	72 (e)	105
8 Ardennes	2 552	0	153	58
9 Ariège	3 421	0	64 (e)	119 (e)
10 Aube	2 210	0	100	129
11 Aude	3 862	0	184 (e)	1 084
12 Aveyron	4 525	0	120	535
13 Bouches-du-Rhône	19 394	0	0	2 324
14 Calvados	7 210	0	53 (e)	485
15 Cantal	2 274	0	68	105
16 Charente	4 754	0	127 (e)	596
17 Charente-Maritime	6 446	0	146 (e)	341
18 Cher	2 848	0	178 (e)	76
19 Corrèze	3 078	0	73 (e)	124
2a Corse du Sud	2 735 (e)	0	608	28
2b Haute Corse	1 880	80	173	283
21 Côte-d'Or	3 659	0	135	90
22 Côtes-d'Armor	5 297	0	138 (e)	534
23 Creuse	2 214	0 (e)	86 (e)	73
24 Dordogne	6 287	0	198	184
25 Doubs	3 602	0	52	120
26 Drôme	2 808	1	120	187
27 Eure	3 489	0	145	222
28 Eure-et-loir	1 867	0	76	47
29 Finistère	8 526	0	248	1 312
30 Gard	8 082	0	142 (e)	797
31 Haute-Garonne	10 621	0	237 (e)	185
32 Gers	3 584	0	78	315
33 Gironde	11 685	0	280	1 077
34 Hérault	12 272	0	241	174
35 Ille-et-Vilaine	4 794	0	223	350
36 Indre	2 778	0	87	65
37 Indre-et-Loire	4 206	0	70 (e)	202
38 Isère	7 700	0 (e)	265	413
39 Jura	2 202	0	77	55
40 Landes	3 970	0	83 (e)	449 (e)
41 Loir-et-Cher	2 703	0	51	162
42 Loire	6 570	0	239	310
43 Haute-Loire	2 876 (e)	0	80 (e)	54
44 Loire-Atlantique	5 119	0	155	469
45 Loiret	3 892	0	112	259
46 Lot	3 147	0	57	203
47 Lot-et-Garonne	4 089	0	126	397
48 Lozère	913	0	24	75 (e)
49 Maine-et-Loire	3 817	0	144	277
50 Manche	4 920	0	189	239
51 Marne	3 599	0	168	113
52 Haute-Marne	1 674	0	104	48

Départements	A. P. A. à domicile (1)	P. S. D. à domicile	A. C. T. P. + 60 ans à domicile (2)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie
53 Mayenne	2 366	0	83	158 (e)
54 Meurthe-et-Moselle	6 336	0	198 (e)	201
55 Meuse	1 481	0	23	78
56 Morbihan	5 330	0	148	1 138
57 Moselle	6 215	0	303	506
58 Nièvre	2 620	0	110 (e)	92
59 Nord	23 580	44 (e)	609 (e)	300 (e)
60 Oise	2 876	0	146	247
61 Orne	2 891	0	114	140
62 Pas-de-Calais	19 838	0	476	466
63 Puy-de-Dôme	5 688	0	144	176
64 Pyrénées-Atlantiques	5 721	0	243	433
65 Hautes-Pyrénées	3 396	0	116 (e)	396
66 Pyrénées-Orientales	4 261	0	249	833
67 Bas-Rhin	7 816	2	333	270
68 Haut-Rhin	3 013	0	231	179
69 Rhône	7 157	0	456	403
70 Haute-Saône	2 657	0	57	85
71 Saône-et-Loire	5 876	0	128	166
72 Sarthe	4 027	0	128	236
73 Savoie	3 089	0	55	69
74 Haute-Savoie	3 334	0	104	196
75 Paris	9 634	1	638	2 000
76 Seine-Maritime	12 270	0	346	572
77 Seine-et-Marne	3 540	0	268	456
78 Yvelines	3 984	0	239	163
79 Deux-Sèvres	3 382	0	155	754
80 Somme	6 467	0	227	211
81 Tarn	6 235	0	106 (e)	348
82 Tarn-et-Garonne	4 138	0	110	84
83 Var	8 919	0	333	436
84 Vaucluse	4 767	0	119 (e)	309
85 Vendée	3 509	0	97	304
86 Vienne	3 915	0	75	262
87 Haute-Vienne	4 715	0	146 (e)	122
88 Vosges	2 549	0	124	131
89 Yonne	2 452	0	165	125
90 Territoire de Belfort	1 389	0	16	40
91 Essonne	3 795	0	216	361
92 Hauts-de-Seine	5 010	0	441 (e)	576
93 Seine-Saint-Denis	8 070	0	411	356 (e)
94 Val-de-Marne	4 814	1 (e)	566 (e)	505
95 Val-d'Oise	4 164	0	175	335
971 Guadeloupe	11 899	0	450	0
972 Martinique	3 865	0	109	1 375 (e)
973 Guyane	317	0	37	332
974 Réunion	7 712	0	369	2 297

TOTAL estimé France hors DOM	483 817	129	17 089	32 953
Estimation DOM	23 793	0	965	4 004
TOTAL estimé France entière	507 610	129	18 054	36 957

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(2) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 4 - Les aides en faveur des personnes placées

Départements	A. P. A. en établissement (1)	P. S. D. en établissement	A.S.H. en établissement	A. C. T. P. + 60 ans en établissement (2)
1 Ain	3 223	0	825	4
2 Aisne	3 535	0	889	14 (e)
3 Allier	3 875	0	1 014	18
4 Alpes de Haute-Provence	1 038	0	310	1
5 Hautes-Alpes	885	0	172	1
6 Alpes-Maritimes	8 234	0	2 452	69 (e)
7 Ardèche	3 752	0	812	7 (e)
8 Ardennes	1 751	0	406	3
9 Ariège	1 333	0	420	6 (e)
10 Aube	2 438	0	652	22
11 Aude	2 118	0	750	17 (e)
12 Aveyron	3 562	0	853	9
13 Bouches-du-Rhône	8 477	0	3 425	0
14 Calvados	4 339	0	1 713	5 (e)
15 Cantal	1 857	0	460	5
16 Charente	3 478	0	963	12 (e)
17 Charente-Maritime	3 539	0	1 116	14 (e)
18 Cher	2 776	0	533	17 (e)
19 Corrèze	2 981	0	560	7 (e)
2a Corse du Sud	196 (e)	0	319	0
2b Haute Corse	499	0	197	83
21 Côte-d'Or	4 058	0	933	9
22 Côtes-d'Armor	7 348	0	1 028	13 (e)
23 Creuse	1 651	0	398	8 (e)
24 Dordogne	3 941	0	1 092 (e)	4
25 Doubs	2 505	0	736	6
26 Drôme	3 079	12	1 025	24
27 Eure	2 532	0	829	15
28 Eure-et-loir	2 741	0	629	17
29 Finistère	7 303	0	1 721	17
30 Gard	3 660	0	1 547	13 (e)
31 Haute-Garonne	5 364	0	925	22 (e)
32 Gers	1 943	0	485	2
33 Gironde	7 804 (e)	0	1 712	15
34 Hérault	6 747	0	1 509	11
35 Ille-et-Vilaine	7 410	0	1 724	37
36 Indre	1 857	0	443 (e)	0
37 Indre-et-Loire	3 737	0	901	7 (e)
38 Isère	5 204	0	1 776	19
39 Jura	1 775	0	556	7
40 Landes	3 000	0	1 076	8 (e)
41 Loir-et-Cher	2 589 (e)	0	640	19
42 Loire	6 962	0	1 539	46
43 Haute-Loire	2 277	0	514 (e)	7 (e)
44 Loire-Atlantique	9 055	0	2 376	43
45 Loiret	4 345	0	1 003	19
46 Lot	1 559	0	479	1
47 Lot-et-Garonne	2 295	0	744	15
48 Lozère	822 (e)	0	394	7
49 Maine-et-Loire	5 569	0	1 509	18
50 Manche	3 959	0	1 440	36
51 Marne	2 849	0	827	10
52 Haute-Marne	1 223	0	406	8

Départements	A. P. A. en établissement (1)	P. S. D. en établissement	A.S.H. en établissement	A. C. T. P. + 60 ans en établissement (2)
53 Mayenne	2 791	0	900	13
54 Meurthe-et-Moselle	4 294	0	855	18 (e)
55 Meuse	1 185	0	349	2
56 Morbihan	5 952	0	1 215	29
57 Moselle	4 334	0	1 257	12
58 Nièvre	1 756	0	665	10 (e)
59 Nord	10 272 (e)	9	5 418 (e)	57 (e)
60 Oise	4 035	0	929 (e)	17
61 Orne	3 060	0	881	11
62 Pas-de-Calais	6 789	7	3 201	18
63 Puy-de-Dôme	4 422	0	1 240	13
64 Pyrénées-Atlantiques	3 640	0	1 688	24
65 Hautes-Pyrénées	2 014	0	849	11 (e)
66 Pyrénées-Orientales	2 714	0	648	12
67 Bas-Rhin	6 579	0	1 677	52
68 Haut-Rhin	5 016	0	1 145	12
69 Rhône	7 277	0	2 812	50
70 Haute-Saône	1 480	0	359	1
71 Saône-et-Loire	4 673	0	1 155	8
72 Sarthe	4 310	0	878	10
73 Savoie	2 521	0	496	4
74 Haute-Savoie	2 868	0	773	0
75 Paris	10 770	0	6 179	86
76 Seine-Maritime	7 171	0	2 271	56
77 Seine-et-Marne	3 767	0	1 940	0
78 Yvelines	4 137	0	1 224	36
79 Deux-Sèvres	3 263	0	743	18
80 Somme	3 254	0	1 426	8
81 Tarn	3 008	0	601	10 (e)
82 Tarn-et-Garonne	1 478	0	413	0
83 Var	4 532	0	1 742	29
84 Vaucluse	3 051	0	982	11 (e)
85 Vendée	5 175	0	1 135	3
86 Vienne	2 880	0	648	3
87 Haute-Vienne	3 333	0	748	14 (e)
88 Vosges	2 999	0	745	23
89 Yonne	3 437	0	804	37
90 Territoire de Belfort	947	0	152	1
91 Essonne	3 880	0	1 283	11
92 Hauts-de-Seine	6 818	0	2 427	41 (e)
93 Seine-Saint-Denis	4 414	0	2 625	19
94 Val-de-Marne	5 725 (e)	0	1 946	53 (e)
95 Val-d'Oise	3 595	0	1 429	33
971 Guadeloupe	548	0	604	0
972 Martinique	896 (e)	0	1 235	0
973 Guyane	5	0	145	0
974 Réunion	609	0	661	15
TOTAL estimé France hors DOM	370 665	28	112 611	1 673
Estimation DOM	2 058	0	2 645	15
TOTAL estimé France entière	372 723	28	115 256	1 688

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES.

(2) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM

Tableau 5 - Les différentes structures d'hébergement des personnes placées

Départements	Logement-foyer	Maison de retraite, Hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
1 Ain	0	675	150	825
2 Aisne	0 (e)	773 (e)	116 (e)	889
3 Allier	0	829	185	1 014
4 Alpes de Haute-Provence	5	243	62	310
5 Hautes-Alpes	0	123	49	172
6 Alpes-Maritimes	0	2 074	378	2 452
7 Ardèche	0	562	250	812
8 Ardennes	0	328	78	406
9 Ariège	0	420	0	420
10 Aube	16	519	117	652
11 Aude	18	516	216	750
12 Aveyron	11	606	236	853
13 Bouches-du-Rhône	0	1 667 (e)	1 758 (e)	3 425
14 Calvados	0 (e)	1 371 (e)	342 (e)	1 713
15 Cantal	2	336	122	460
16 Charente	0	755	208	963
17 Charente-Maritime	53	882	181	1 116
18 Cher	0	304	229 (e)	533
19 Corrèze	71 (e)	60 (e)	429 (e)	560
2a Corse du Sud	16	143	160	319
2b Haute Corse	75	90	32	197
21 Côte-d'Or	58	796	79	933
22 Côtes-d'Armor	0	887	141	1 028
23 Creuse	0 (e)	295	103	398
24 Dordogne	0	916 (e)	176 (e)	1 092 (e)
25 Doubs	75	478	183	736
26 Drôme	56	641	328	1 025
27 Eure	3	729	97	829
28 Eure-et-Loir	2	485	142	629
29 Finistère	0 (e)	1 431 (e)	290 (e)	1 721
30 Gard	34 (e)	1 241 (e)	272 (e)	1 547
31 Haute-Garonne	38	774	113	925
32 Gers	0	398	87	485
33 Gironde	10 (e)	1 414	289 (e)	1 712
34 Hérault	0 (e)	1 096 (e)	413 (e)	1 509
35 Ille-et-Vilaine	0	1 507 (e)	217 (e)	1 724
36 Indre	5	380 (e)	59 (e)	443 (e)
37 Indre-et-Loire	0	747 (e)	154 (e)	901
38 Isère	143	1 120	513	1 776
39 Jura	23	410 (e)	123 (e)	556
40 Landes	0	889	187	1 076
41 Loir-et-Cher	2	488	150	640
42 Loire	52	1 285	202	1 539
43 Haute-Loire	0 (e)	430 (e)	84 (e)	514 (e)
44 Loire-Atlantique	0	1 967 (e)	409 (e)	2 376
45 Loiret	4	891	108	1 003
46 Lot	52	335	92	479
47 Lot-et-Garonne	0	668	76	744
48 Lozère	0	367	27	394
49 Maine-et-Loire	16	1 493	0	1 509
50 Manche	18	1 422	0	1 440
51 Marne	0	650	177	827
52 Haute-Marne	10	334	62	406

Départements	Logement-foyer	Maison de retraite, Hospice	Unité de soins longue durée	Total A.S.H. en établissement
53 Mayenne	16	638	246	900
54 Meurthe-et-Moselle	0	678	177	855
55 Meuse	0	304	45	349
56 Morbihan	94	806	315	1 215
57 Moselle	0	1 038	219	1 257
58 Nièvre	0	547	118	665
59 Nord	408 (e)	4 517 (e)	493 (e)	5 418 (e)
60 Oise	0 (e)	621 (e)	308 (e)	929 (e)
61 Orne	0	749 (e)	132 (e)	881
62 Pas-de-Calais	112	3 089	0	3 201
63 Puy-de-Dôme	14	1 007	219	1 240
64 Pyrénées-Atlantiques	104	1 344	240	1 688
65 Hautes-Pyrénées	0	683 (e)	166 (e)	849
66 Pyrénées-Orientales	0 (e)	523	125	648
67 Bas-Rhin	0 (e)	1 344 (e)	333 (e)	1 677
68 Haut-Rhin	0	905	240	1 145
69 Rhône	155	1 871	786	2 812
70 Haute-Saône	0	344	15	359
71 Saône-et-Loire	7	974	174	1 155
72 Sarthe	0	693	185	878
73 Savoie	39	347	110	496
74 Haute-Savoie	42	584	147	773
75 Paris	530	3 833	1 816	6 179
76 Seine-Maritime	23	1 843	405	2 271
77 Seine-et-Marne	7	826	1 107	1 940
78 Yvelines	22	901 (e)	301 (e)	1 224
79 Deux-Sèvres	0	609	134	743
80 Somme	1	1 104	321	1 426
81 Tarn	12	479 (e)	110 (e)	601
82 Tarn-et-Garonne	0	382	31	413
83 Var	137	1 351	254	1 742
84 Vaucluse	92	760	130	982
85 Vendée	0 (e)	948	187	1 135
86 Vienne	0	465	183	648
87 Haute-Vienne	21	533	194	748
88 Vosges	0	684	61	745
89 Yonne	0	733	71	804
90 Territoire de Belfort	0 (e)	72 (e)	80 (e)	152
91 Essonne	63	867	353	1 283
92 Hauts-de-Seine	113	2 314	0 (e)	2 427
93 Seine-Saint-Denis	185	2 440	0	2 625
94 Val-de-Marne	61	1 124	761	1 946
95 Val-d'Oise	63	975	391	1 429
971 Guadeloupe	0	459	145	604
972 Martinique	53	976	206	1 235
973 Guyane	0	94	51	145
974 Réunion	0	630	31	661
TOTAL estimé France hors DOM	3 189	87 087	22 335	112 611
Estimation DOM	53	2 159	433	2 645
TOTAL estimé France entière	3 242	89 246	22 768	115 256

(e) Données estimées.

AIDE SOCIALE

AUX PERSONNES HANDICAPÉES

- Tableau 1 – Les principales aides : ACTP des personnes de moins de 60 ans, aides ménagères ou auxiliaires de vie, aide sociale à l'hébergement, accueil de jour, accueil par des particuliers.
- Tableau 2 – Les aides à domicile : aides ménagères ou auxiliaires de vie, ACTP des personnes de moins de 60 ans à domicile.
- Tableau 3 – Les aides en faveur des personnes placées : aide sociale à l'hébergement, ACTP en établissement des personnes de moins de 60 ans.
- Tableau 4 – Les différentes structures d'hébergement des personnes placées : foyer d'hébergement, foyer occupationnel, maison de retraite, hospice et unité de soins longue durée, foyer d'accueil médicalisé pour les adultes lourdement handicapés.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 1 : Les principales aides

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de - 60 ans (1)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	Hébergement en établissement	Accueil de jour	Accueil par des particuliers	Total
1 Ain	771	111	801	89	6	1 778
2 Aisne	1 077 (e)	39	773	197	23	2 109 (e)
3 Allier	601	56	509	61	76	1 303
4 Alpes de Haute-Provence	206	88	148	20	0 (e)	462 (e)
5 Hautes-Alpes	218	42	160	32	1	453
6 Alpes-Maritimes	2 402	216	979	196	13	3 806
7 Ardèche	385 (e)	0 (e)	437	26	0	848 (e)
8 Ardennes	843	95	418	11	48	1 415
9 Ariège	346 (e)	10	237	17	3 (e)	613 (e)
10 Aube	497	138	380	106	48	1 169
11 Aude	778	273	714	13	6	1 784
12 Aveyron	474	84	483	33	2	1 076
13 Bouches-du-Rhône	3 090	162	2 140	198	20	5 610
14 Calvados	1 536	287	1 031	462	92	3 408
15 Cantal	258	26	398	2	9	693
16 Charente	582	203	504	71	28	1 388
17 Charente-Maritime	880 (e)	254	1 013	84	188	2 419 (e)
18 Cher	952	40	474	94	95	1 655
19 Corrèze	403 (e)	0	373	39	0 (e)	815 (e)
2a Corse du Sud	746	17	35	0	0	798
2b Haute Corse	452	7 (e)	731 (e)	27	0	1 217 (e)
21 Côte-d'Or	942	5	875	62	78	1 962
22 Côtes-d'Armor	936	154	734	53	0 (e)	1 877 (e)
23 Creuse	300 (e)	4 (e)	269	1	2	576 (e)
24 Dordogne	718	60	732	64	0	1 574
25 Doubs	870	89	618	76	20	1 673
26 Drôme	765	53 (e)	767	79	79	1 743 (e)
27 Eure	1 270	131	826	76	160	2 463
28 Eure-et-Loir	609	5	747	24	26	1 411
29 Finistère	1 827	846	2 120	250	57	5 100
30 Gard	701 (e)	530	952	0 (e)	21	2 204 (e)
31 Haute-Garonne	1 528	118	1 694	0	7	3 347
32 Gers	298	177	367	0	22	864
33 Gironde	2 384	521	1 696	326	97	5 024
34 Hérault	1 523	376	1 222	219	14	3 354
35 Ille-et-Vilaine	1 638	320	1 348	50	75	3 431
36 Indre	528	32 (e)	478	0 (e)	13	1 051 (e)
37 Indre-et-Loire	721 (e)	286 (e)	951	162	44	2 164 (e)
38 Isère	1 653	188 (e)	1 752 (e)	326	66	3 985 (e)
39 Jura	358	4	470	3	8	843
40 Landes	359	161	595	23	9	1 147
41 Loir-et-Cher	492	99	586	78	32	1 287
42 Loire	1 993	354	1 265	352	32	3 996
43 Haute-Loire	406	38	448	17	17	926
44 Loire-Atlantique	1 378	484	1 607	326	126	3 921
45 Loiret	899	180	1 063	30 (e)	82	2 254 (e)
46 Lot	312	31	395	0	0	738
47 Lot-et-Garonne	571	206	655	67	34	1 533
48 Lozère	160	13	188	0	0	361
49 Maine-et-Loire	1 035	115	1 086	121	38	2 395
50 Manche	1 103	250	763	115	57	2 288
51 Marne	1 523	114	650	76	51	2 414
52 Haute-Marne	605	0 (e)	302	0	12	919 (e)

Départements	A.C.T.P. versée aux personnes de - 60 ans (1)	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	Hébergement en établissement	Accueil de jour	Accueil par des particuliers	Total
53 Mayenne	453	82 (e)	623	119	5	1 282 (e)
54 Meurthe-et-Moselle	1 408	180	775	187	21	2 571
55 Meuse	348	7	272	13	15	655
56 Morbihan	1 108	351	519	397	37	2 412
57 Moselle	1 676	372	864	0	47	2 959
58 Nièvre	556	55	419	71	133	1 234
59 Nord	4 583	300 (e)	3 612	579	191 (e)	9 265 (e)
60 Oise	1 283	38 (e)	1 214	60	89	2 684 (e)
61 Orne	522	118	599	0 (e)	15	1 254 (e)
62 Pas-de-Calais	2 710	212	2 131	679	152	5 884
63 Puy-de-Dôme	974	78	1 051	158	83	2 344
64 Pyrénées-Atlantiques	1 023	296	839	162	54	2 374
65 Hautes-Pyrénées	574	215 (e)	434	0	1	1 224 (e)
66 Pyrénées-Orientales	782	469	445	25	6	1 727
67 Bas-Rhin	1 793	85	1 235	179	45	3 337
68 Haut-Rhin	1 151	171	1 272	122	18	2 734
69 Rhône	3 235	300	2 435	745	35	6 750
70 Haute-Saône	304	8	282	87	4	685
71 Saône-et-Loire	805	30	2 101	356	0	3 292
72 Sarthe	808	139	856	93	85	1 981
73 Savoie	624	137	561	64	1	1 387
74 Haute-Savoie	632	102	745	139	1	1 619
75 Paris	4 033	680	2 430	383	26	7 552
76 Seine-Maritime	3 456	99	2 010	717	189	6 471
77 Seine-et-Marne	1 980	125	1 771	52	75	4 003
78 Yvelines	1 904	9	2 325	71	40	4 349
79 Deux-Sèvres	668	209	797	9	71	1 754
80 Somme	1 512	72	879	189	161	2 813
81 Tarn	734 (e)	117	703	251	14	1 819 (e)
82 Tarn-et-Garonne	422	54 (e)	449	23	9	957 (e)
83 Var	1 439	144	831	121	9	2 544
84 Vaucluse	600	154	606	53	0 (e)	1 413 (e)
85 Vendée	570	277 (e)	854	117	28	1 846 (e)
86 Vienne	509	101	567	120	113	1 410
87 Haute-Vienne	677 (e)	129	720	82	1	1 609 (e)
88 Vosges	829	38 (e)	598 (e)	0	16	1 481 (e)
89 Yonne	909	22	885	71	68	1 955
90 Territoire de Belfort	151	30	122	26	8	337
91 Essonne	1 738	177	1 320	258	35	3 528
92 Hauts-de-Seine	3 212 (e)	135	2 935	591	40	6 913 (e)
93 Seine-Saint-Denis	3 042	159	1 343	313	10	4 867
94 Val-de-Marne	3 259 (e)	518 (e)	1 133	263	17 (e)	5 190 (e)
95 Val-d'Oise	1 924	11	1 029	264	4	3 232
971 Guadeloupe	904	0 (e)	258 (e)	246	51	1 459 (e)
972 Martinique	1 055	0 (e)	72	0	13	1 140 (e)
973 Guyane	192	7	166 (e)	44	0 (e)	409 (e)
974 Réunion	2 109	209	329	9	0	2 656
TOTAL estimé France hors DOM	108 822	15 097	88 550	12 962	3 909	229 340
Estimation DOM	4 260	216	825	299	64	5 664
TOTAL estimé France entière	113 082	15 313	89 375	13 261	3 973	235 004

(1) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 2 : Les aides à domicile

Départements	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	A.C.T.P. - 60 ans à domicile (1)
1 Ain	111	600
2 Aisne	39	893 (e)
3 Allier	56	556
4 Alpes de Haute-Provence	88	170
5 Hautes-Alpes	42	209
6 Alpes-Maritimes	216	1 992 (e)
7 Ardèche	0 (e)	319 (e)
8 Ardennes	95	778
9 Ariège	10	287 (e)
10 Aube	138	419
11 Aude	273	645 (e)
12 Aveyron	84	467
13 Bouches-du-Rhône	162	2 563 (e)
14 Calvados	287	1 160
15 Cantal	26	230
16 Charente	203	483 (e)
17 Charente-Maritime	254	730 (e)
18 Cher	40	789 (e)
19 Corrèze	0	334 (e)
2a Corse du Sud	17	746
2b Haute Corse	7 (e)	443
21 Côte-d'Or	5	806
22 Côtes-d'Armor	154	776 (e)
23 Creuse	4 (e)	249 (e)
24 Dordogne	60	654
25 Doubs	89	761
26 Drôme	53 (e)	572
27 Eure	131	1 024
28 Eure-et-loir	5	433
29 Finistère	846	1 196
30 Gard	530	582 (e)
31 Haute-Garonne	118	1 267 (e)
32 Gers	177	271
33 Gironde	521	1 924
34 Hérault	376	1 296
35 Ille-et-Vilaine	320	1 060
36 Indre	32 (e)	528
37 Indre-et-Loire	286 (e)	598 (e)
38 Isère	188 (e)	1 326
39 Jura	4	245
40 Landes	161	298 (e)
41 Loir-et-Cher	99	394
42 Loire	354	1 191
43 Haute-Loire	38	337 (e)
44 Loire-Atlantique	484	1 117
45 Loiret	180	724
46 Lot	31	312
47 Lot-et-Garonne	206	491
48 Lozère	13	138
49 Maine-et-Loire	115	898
50 Manche	250	867
51 Marne	114	1 160
52 Haute-Marne	0 (e)	487 (e)

Départements	Aides ménagères ou Auxiliaires de vie (1)	A.C.T.P. - 60 ans à domicile (1)
53 Mayenne	82 (e)	324
54 Meurthe-et-Moselle	180	1 168 (e)
55 Meuse	7	295
56 Morbihan	351	1 083
57 Moselle	372	1 501
58 Nièvre	55	461 (e)
59 Nord	300 (e)	3 801 (e)
60 Oise	38 (e)	1 092
61 Orne	118	499
62 Pas-de-Calais	212	2 451
63 Puy-de-Dôme	78	780
64 Pyrénées-Atlantiques	296	915
65 Hautes-Pyrénées	215 (e)	476 (e)
66 Pyrénées-Orientales	469	706
67 Bas-Rhin	85	1 429
68 Haut-Rhin	171	1 138
69 Rhône	300	2 089
70 Haute-Saône	8	277
71 Saône-et-Loire	30	590
72 Sarthe	139	672
73 Savoie	137	436
74 Haute-Savoie	102	632
75 Paris	680	3 232
76 Seine-Maritime	99	2 731
77 Seine-et-Marne	125	1 975
78 Yvelines	9	1 423
79 Deux-Sèvres	209	643
80 Somme	72	1 373
81 Tarn	117	609 (e)
82 Tarn-et-Garonne	54 (e)	422
83 Var	144	1 272
84 Vaucluse	154	498 (e)
85 Vendée	277 (e)	547
86 Vienne	101	393
87 Haute-Vienne	129	561 (e)
88 Vosges	38 (e)	636
89 Yonne	22	740
90 Territoire de Belfort	30	139
91 Essonne	177	1 267
92 Hauts-de-Seine	135	2 663 (e)
93 Seine-Saint-Denis	159	2 332
94 Val-de-Marne	518 (e)	2 703 (e)
95 Val-d'Oise	11	1 626
971 Guadeloupe	0 (e)	904
972 Martinique	0 (e)	1 053
973 Guyane	7	192
974 Réunion	209	2 017
TOTAL estimé France hors DOM	15 097	89 393
Estimation DOM	216	4 166
TOTAL estimé France entière	15 313	93 559

(1) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 3 : Les aides en faveur des personnes placées

Départements	Hébergement en établissement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
1 Ain	801	171
2 Aisne	773	184 (e)
3 Allier	509	45
4 Alpes de Haute-Provence	148	36
5 Hautes-Alpes	160	9
6 Alpes-Maritimes	979	410 (e)
7 Ardèche	437	66 (e)
8 Ardennes	418	65
9 Ariège	237	59 (e)
10 Aube	380	78
11 Aude	714	133 (e)
12 Aveyron	483	7
13 Bouches-du-Rhône	2 140	527 (e)
14 Calvados	1 031	376
15 Cantal	398	28
16 Charente	504	99 (e)
17 Charente-Maritime	1 013	150 (e)
18 Cher	474	163 (e)
19 Corrèze	373	69 (e)
2a Corse du Sud	35	0
2b Haute Corse	731 (e)	9
21 Côte-d'Or	875	136
22 Côtes-d'Armor	734	160 (e)
23 Creuse	269	51 (e)
24 Dordogne	732	64
25 Doubs	618	109
26 Drôme	767	193
27 Eure	826	246
28 Eure-et-Loir	747	176
29 Finistère	2 120	631
30 Gard	952	120 (e)
31 Haute-Garonne	1 694	261 (e)
32 Gers	367	27
33 Gironde	1 696	460
34 Hérault	1 222	227
35 Ille-et-Vilaine	1 348	578
36 Indre	478	0
37 Indre-et-Loire	951	123 (e)
38 Isère	1 752 (e)	327
39 Jura	470	113
40 Landes	595	61 (e)
41 Loir-et-Cher	586	98
42 Loire	1 265	802
43 Haute-Loire	448	69 (e)
44 Loire-Atlantique	1 607	261
45 Loiret	1 063	175
46 Lot	395	0
47 Lot-et-Garonne	655	80
48 Lozère	188	22
49 Maine-et-Loire	1 086	137
50 Manche	763	236
51 Marne	650	363
52 Haute-Marne	302	118

Départements	Hébergement en établissement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
53 Mayenne	623	129
54 Meurthe-et-Moselle	775	240 (e)
55 Meuse	272	53
56 Morbihan	519	25
57 Moselle	864	175
58 Nièvre	419	95 (e)
59 Nord	3 612	782 (e)
60 Oise	1 214	191
61 Orne	599	23
62 Pas-de-Calais	2 131	259
63 Puy-de-Dôme	1 051	194
64 Pyrénées-Atlantiques	839	108
65 Hautes-Pyrénées	434	98 (e)
66 Pyrénées-Orientales	445	76
67 Bas-Rhin	1 235	364
68 Haut-Rhin	1 272	13
69 Rhône	2 435	1 146
70 Haute-Saône	282	27
71 Saône-et-Loire	2 101	215
72 Sarthe	856	136
73 Savoie	561	188
74 Haute-Savoie	745	0
75 Paris	2 430	801
76 Seine-Maritime	2 010	725
77 Seine-et-Marne	1 771	5
78 Yvelines	2 325	481
79 Deux-Sèvres	797	25
80 Somme	879	139
81 Tarn	703	125 (e)
82 Tarn-et-Garonne	449	0
83 Var	831	167
84 Vaucluse	606	102 (e)
85 Vendée	854	23
86 Vienne	567	116
87 Haute-Vienne	720	116 (e)
88 Vosges	598 (e)	193
89 Yonne	885	169
90 Territoire de Belfort	122	12
91 Essonne	1 320	471
92 Hauts-de-Seine	2 935	548 (e)
93 Seine-Saint-Denis	1 343	710
94 Val-de-Marne	1 133	556 (e)
95 Val-d'Oise	1 029	298
971 Guadeloupe	258 (e)	0
972 Martinique	72	2
973 Guyane	166 (e)	0
974 Réunion	329	92
TOTAL estimé France hors DOM	88 550	19 429
Estimation DOM	825	94
TOTAL estimé France entière	89 375	19 523

(1) En "droits ouverts".

(e) Données estimées.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
Effectifs au 31 décembre 2004 – France Métropolitaine et DOM**

Tableau 4 : Les différentes structures d'hébergement des personnes placées

Départements	Foyer hébergement	Foyer occupationnel en pension complète	Maison de retraite, Hospice, Unité de soins longue durée	Foyer d'accueil médicalisé	Total Hébergement en établissement
1 Ain	505	97	45	154	801
2 Aisne	451 (e)	229 (e)	79	14 (e)	773
3 Allier	202	226	45	36	509
4 Alpes de Haute-Provence	107	35	3	3	148
5 Hautes-Alpes	77	43	6	34	160
6 Alpes-Maritimes	858	0 (e)	121	0 (e)	979
7 Ardèche	238	199	0	0	437
8 Ardennes	128	269	21	0	418
9 Ariège	130	61	0	46	237
10 Aube	147	186	42	5	380
11 Aude	509	112	19	74	714
12 Aveyron	330	153	0 (e)	0 (e)	483
13 Bouches-du-Rhône	915	966	149	110	2 140
14 Calvados	409	250	154	218	1 031
15 Cantal	252	73	38	35	398
16 Charente	241	121	73	69	504
17 Charente-Maritime	482	398	51	82	1 013
18 Cher	217	164	20	73	474
19 Corrèze	183	190	0	0	373
2a Corse du Sud	35	0	0	0	35
2b Haute Corse	139 (e)	5 (e)	527 (e)	60 (e)	731 (e)
21 Côte-d'Or	470	176	76	153	875
22 Côtes-d'Armor	241	294	27	172	734
23 Creuse	191	44	0	34	269
24 Dordogne	320	354	58	0	732
25 Doubs	350	200	32	36	618
26 Drôme	294	319	56	98	767
27 Eure	281	361	93	91	826
28 Eure-et-Loir	223	339	50	135	747
29 Finistère	1 123 (e)	595 (e)	123 (e)	279 (e)	2 120
30 Gard	447 (e)	266 (e)	142 (e)	97 (e)	952
31 Haute-Garonne	535	839	94	226	1 694
32 Gers	126	139	22	80	367
33 Gironde	359	622	373	342	1 696
34 Hérault	510	407	126	179	1 222
35 Ille-et-Vilaine	509	493	126	220	1 348
36 Indre	186	170	18	104	478
37 Indre-et-Loire	406	367 (e)	113	65 (e)	951
38 Isère	888 (e)	413 (e)	359 (e)	91 (e)	1 752 (e)
39 Jura	237	206	24	3	470
40 Landes	285	229	22	59	595
41 Loir-et-Cher	234	264	66	22	586
42 Loire	670	322	168	105	1 265
43 Haute-Loire	295 (e)	41 (e)	39	73 (e)	448
44 Loire-Atlantique	359	820	127	301	1 607
45 Loiret	448 (e)	467 (e)	77 (e)	71 (e)	1 063
46 Lot	234	148	13	0	395
47 Lot-et-Garonne	235	318	42	60	655
48 Lozère	105	60	8	15	188
49 Maine-et-Loire	376	487	149	74	1 086
50 Manche	371	261	87	44	763
51 Marne	243	284	69	54	650
52 Haute-Marne	252	28	22	0	302

Départements	Foyer hébergement	Foyer occupationnel en pension complète	Maison de retraite Hospice Unité de soins longue durée	Foyer d'accueil médicalisé	Total Hébergement en établissement
53 Mayenne	358	167	65	33	623
54 Meurthe-et-Moselle	342	310	50	73	775
55 Meuse	94	101	21	56	272
56 Morbihan	187	2	75	255	519
57 Moselle	487	178	39	160	864
58 Nièvre	115	213	38	53	419
59 Nord	1 339	1 971	126	176	3 612
60 Oise	644	425	69	76	1 214
61 Orne	346	157	90	6	599
62 Pas-de-Calais	914	810	146	261	2 131
63 Puy-de-Dôme	426	407	133	85	1 051
64 Pyrénées-Atlantiques	438	316	66	19	839
65 Hautes-Pyrénées	186	178	70	0	434
66 Pyrénées-Orientales	226	178	41	0 (e)	445
67 Bas-Rhin	451 (e)	553 (e)	121	110 (e)	1 235
68 Haut-Rhin	454	527	187	104	1 272
69 Rhône	1 362	727	37	309	2 435
70 Haute-Saône	76	196	10	0	282
71 Saône-et-Loire	873	686	327	215	2 101
72 Sarthe	332	435	89	0	856
73 Savoie	346	91	26	98	561
74 Haute-Savoie	465	161	39	80	745
75 Paris	750	1 026	454	200	2 430
76 Seine-Maritime	459	878	143	530	2 010
77 Seine-et-Marne	2	1 457	216	96	1 771
78 Yvelines	674	875	472	304	2 325
79 Deux-Sèvres	446	303	1	47	797
80 Somme	317	493	69	0	879
81 Tarn	311	320 (e)	37	35 (e)	703
82 Tarn-et-Garonne	113	275	19	42	449
83 Var	272	382	70	107	831
84 Vaucluse	292	258	53	3	606
85 Vendée	225	528	42	59	854
86 Vienne	385	130	52	0	567
87 Haute-Vienne	294	383	26	17	720
88 Vosges	228 (e)	259 (e)	76 (e)	35 (e)	598 (e)
89 Yonne	236	486	98	65	885
90 Territoire de Belfort	97	13	8	4	122
91 Essonne	98	715	93	414	1 320
92 Hauts-de-Seine	1 380 (e)	1 212 (e)	312	31 (e)	2 935
93 Seine-Saint-Denis	384	767	103	89	1 343
94 Val-de-Marne	476	571	86	0	1 133
95 Val-d'Oise	439	335	124	131	1 029
971 Guadeloupe	34	16 (e)	208	0 (e)	258 (e)
972 Martinique	18	22	12	20	72
973 Guyane	9	3	154 (e)	0	166 (e)
974 Réunion	74	168	26	61	329
TOTAL estimé France hors DOM	36 697	34 565	8 613	8 675	88 550
Estimation DOM	135	209	400	81	825
TOTAL estimé France entière	36 832	34 774	9 013	8 756	89 375

(e) Données estimées.

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Tableau 1 – Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : pupilles, par délégation de l'autorité parentale, par mesure de tutelle, retrait partiel, placement par le juge au titre de l'Ase, accueil provisoire de mineurs, accueil provisoire de jeunes majeurs.

Tableau 2 – Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : mesures administratives, mesures judiciaires.

Tableau 3 – Placements directs par le juge : placement auprès d'un tiers, placement auprès d'un établissement, délégation de l'autorité parentale.

Tableau 4 – Enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance : enfants confiés, placements directs par le juge.

Tableau 5 – Actions éducatives : actions éducatives à domicile, actions éducatives en milieu ouvert.

Tableau 6 – Enfants placés en établissement : répartition par mode d'hébergement.

Tableau 7 – Enfants confiés à l'Ase : répartition par type d'établissement.

Tableau 8 – Enfants confiés à l'Ase : répartition par âge.

**Tableau 1 – Enfants confiés à l’Ase par types de mesure
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM**

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P(2) Mineurs	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
1 Ain	21	8	11	0	487	150	99	776
2 Aisne	28	67	23	0	1 092	72	131	1 413
3 Allier	13	14	31	0	663	19	89	829
4 Alpes de Hte Prov.	4	5	4	0	169	33	32	247
5 Hautes Alpes	5	0	4	0	74	11	23	117
6 Alpes Maritimes	48	44	19	0	736	100	123	1 070
7 Ardèche	0	3	11	0	248	57	48	367
8 Ardennes	12	20	25	0	620	18	100	795
9 Ariège	2	4	16	0	269	28	22	341
10 Aube	17	22	27	0	453	106	98	723
11 Aude	14	13	0	0	525	105	88	745
12 Aveyron	3	26	18	0	287	94	62	490
13 Bouches du Rhône	79	44	164	0	1 828	117	432	2 664
14 Calvados	19	32	73	0	1 360	147	223	1 854
15 Cantal	0	3	2	3	121	15	10	154
16 Charente	17 (e)	18 (e)	25 (e)	0 (e)	520 (e)	77 (e)	102 (e)	759 (e)
17 Charente Maritime	9	50	20	0	723	153	140	1 095
18 Cher	19	32	28	1	552	157	97	886
19 Corrèze	1	14	26	0	215	11	38	305
2A Corse du Sud	2	0	5	0	92	26	14	139
2B Haute Corse	2	3	0	0	98	16	14	133
21 Côte d'Or	33	11	53	0	692	231	123	1 143
22 Côtes d'Armor	16	9	26	0	868	79	132	1 130
23 Creuse	2	4	4	0	222	8	53	293
24 Dordogne	12	12	12	0	445	89	73	643
25 Doubs	7	11	29	0	691	79	111	928
26 Drome	0	19	13	0	480	136	100	748
27 Eure	20	33	61	0	841	126	184	1 265
28 Eure et loir	4	21	27	0	613	188	108	961
29 Finistère	16	37	38	0	1 396	92	365	1 944
30 Gard	30	26	25	0	772	334	147	1 334
31 Haute Garonne	32	26	51	0	956	229	143	1 437
32 Gers	3	19	3	0	209	24	45	303
33 Gironde	40	98	83	0	1 349	852	518	2 940
34 Hérault	37	41	43	0	1 393	235	199	1 948
35 Ille et Vilaine	41	54	50	0	1 282	169	264	1 860
36 Indre	13	2	6	0	357	64	32	474
37 Indre et Loire	12	29	37	0	838	80	124	1 120
38 Isère	49 (e)	49 (e)	57 (e)	0 (e)	980 (e)	250 (e)	218 (e)	1 603 (e)
39 Jura	6	6	9	0	387	47	79	534
40 Landes	9	17	6	0	443	267	121	863
41 Loir et Cher	11	16	18	0	404	49	78	576
42 Loire	23	26	32	0	887	49	148	1 165
43 Haute Loire	2	0	2	0	145	24	23	196
44 Loire Atlantique	35	51	50	0	1 252	143	205	1 736
45 Loiret	21	20	34	0	823	98	178	1 174
46 Lot	2	7	2	0	162	38	30	241
47 Lot et Garonne	11	7	13	0	243	26	35	335
48 Lozère	2	1	1	0	40	14	6	64
49 Maine et Loire	13	10	40	3	1 119	119	148	1 452
50 Manche	21	14	34	0	602	63	67	801
51 Marne	24	31	37	3	957	57	117	1 226
52 Haute Marne	11	4	7	0	471	8	56	557

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P (2) mineurs	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
53 Mayenne	0	3	3	0	418	134	46	604
54 Meurthe et Moselle	67	54	35	0	1 117	38	196	1 507
55 Meuse	7	2	24	0	542	11	48	634
56 Morbihan	29	25	27	0	667	63	124	935
57 Moselle	50	37	106	0	934	38	191	1 356
58 Nièvre	8	17	17	0	470	82	94	688
59 Nord	206	287	238	0	7 066	465	1 105	9 367
60 Oise	51	45	49	0	1 268	50	237	1 700
61 Orne	19	3	15	0	663	98	90	888
62 Pas de Calais	151	193	103	0	3 937	120	471	4 975
63 Puy de Dôme	21	39	26	0	480	127	147	840
64 Pyrénées Atlantiques	5	24	19	0	513	233	121	915
65 Hautes Pyrénées	6 (e)	4 (e)	16 (e)	0 (e)	287 (e)	80 (e)	22 (e)	415
66 Pyrénées Orientales	6	18	13	0	500	76	70	683
67 Bas Rhin	39	31	78	0	1 259	104	157	1 668
68 Haut Rhin	39	31	47	0	844	112	59	1 132
69 Rhône	68	28	117	0	1 263	351	157	1 984
70 Haute Saône	1	22	6	0	405	31	59	524
71 Saône et Loire	15	11	43	0	510	141	96	816
72 Sarthe	15	23	16	0	726	109	89	978
73 Savoie	3	8	39	0	564	138	76	828
74 Haute Savoie	16	48	31	0	572	70	119	856
75 Paris	155	24	272	0	2 558	608	1 087	4 704
76 Seine Maritime	56	69	80	0	2 028	196	463	2 892
77 Seine et Marne	59	83	51	0	1 590	189	199	2 171
78 Yvelines	26	23	48	0	1 249	188	221	1 755
79 Deux Sèvres	6	21	14	0	442	33	56	572
80 Somme	16	27	36	0	1 179	55	209	1 522
81 Tarn	11	2	19	0	447	112	112	703
82 Tarn et Garonne	3	0	15	0	143	71	42	274
83 Var	35	69	69	0	641	67	119	1 000
84 Vaucluse	19	34	14	0	538	78	108	791
85 Vendée	7	9	16	0	515	90	104	741
86 Vienne	11	22	33	0	597	88	162	913
87 Haute Vienne	16	7	16	0	471	37	71 (e)	618 (e)
88 Vosges	8	10	17	0	338	40	40	453
89 Yonne	12	26	30	0	676	59	126	929
90 Territoire de Belfort	1	3	7	0	192	22	17	242
91 Essonne	64	25	103	0	1 426	311	545	2 474
92 Hauts de Seine	122	49	105	0	1 464	305	511	2 556
93 Seine Saint Denis	110	93	207	0	1 962	372	780	3 524
94 Val de Marne	69	44	82	0	968	175	395	1 733
95 Val d'Oise	42	32	56	0	1 078	150	231	1 589
971 Guadeloupe	36	5	56	0	684	78	127	986
972 Martinique	9	19	12	0	506	268	103	917
973 Guyane	16	14	10	0	352	42	24	458
974 Réunion	108 (e)	106 (e)	51 (e)	0 (e)	1 130 (e)	126 (e)	139 (e)	1 660 (e)

TOTAL France hors DOM	2 543	2 758	3 793	10	78 958	11 696	15 587	115 345
Estimation DOM	169	144	129	0	2 672	514	393	4 021
TOTAL France entière	2 712	2 902	3 922	10	81 630	12 210	15 980	119 366

(e) valeur estimée

(1) Délégation de l'autorité parentale

(2) Accueil provisoire de mineurs

(3) Accueil provisoire de jeunes majeurs

Tableau 2 – Enfants confiés à l’Ase : mesures administratives et judiciaires
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
1 Ain	270	506	776
2 Aisne	231	1 182	1 413
3 Allier	121	708	829
4 Alpes de Haute Provence	69	178	247
5 Hautes Alpes	39	78	117
6 Alpes Maritimes	271	799	1 070
7 Ardèche	105	262	367
8 Ardennes	130	665	795
9 Ariège	52	289	341
10 Aube	221	502	723
11 Aude	207	538	745
12 Aveyron	159	331	490
13 Bouches du Rhône	628	2 036	2 664
14 Calvados	389	1 465	1 854
15 Cantal	25	129	154
16 Charente	196 (e)	563 (e)	759 (e)
17 Charente Maritime	302	793	1 095
18 Cher	273	613	886
19 Corrèze	50	255	305
2A Corse du Sud	42	97	139
2B Haute Corse	32	101	133
21 Côte d'Or	387	756	1 143
22 Côtes d'Armor	227	903	1 130
23 Creuse	63	230	293
24 Dordogne	174	469	643
25 Doubs	197	731	928
26 Drome	236	512	748
27 Eure	330	935	1 265
28 Eure et loir	300	661	961
29 Finistère	473	1 471	1 944
30 Gard	511	823	1 334
31 Haute Garonne	404	1 033	1 437
32 Gers	72	231	303
33 Gironde	1 410	1 530	2 940
34 Hérault	471	1 477	1 948
35 Ille et Vilaine	474	1 386	1 860
36 Indre	109	365	474
37 Indre et Loire	216	904	1 120
38 Isère	517 (e)	1 086 (e)	1 603 (e)
39 Jura	132	402	534
40 Landes	397	466	863
41 Loir et Cher	138	438	576
42 Loire	220	945	1 165
43 Haute Loire	49	147	196
44 Loire Atlantique	383	1 353	1 736
45 Loiret	297	877	1 174
46 Lot	70	171	241
47 Lot et Garonne	72	263	335
48 Lozère	22	42	64
49 Maine et Loire	280	1 172	1 452
50 Manche	151	650	801
51 Marne	198	1 028	1 226
52 Haute Marne	75	482	557

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
53 Mayenne	180	424	604
54 Meurthe et Moselle	301	1 206	1 507
55 Meuse	66	568	634
56 Morbihan	216	719	935
57 Moselle	279	1 077	1 356
58 Nièvre	184	504	688
59 Nord	1 776	7 591	9 367
60 Oise	338	1 362	1 700
61 Orne	207	681	888
62 Pas de Calais	742	4 233	4 975
63 Puy de Dôme	295	545	840
64 Pyrénées Atlantiques	359	556	915
65 Hautes Pyrénées	108 (e)	307 (e)	415
66 Pyrénées Orientales	152	531	683
67 Bas Rhin	300	1 368	1 668
68 Haut Rhin	210	922	1 132
69 Rhône	576	1 408	1 984
70 Haute Saône	91	433	524
71 Saône et Loire	252	564	816
72 Sarthe	213	765	978
73 Savoie	217	611	828
74 Haute Savoie	205	651	856
75 Paris	1 850	2 854	4 704
76 Seine Maritime	715	2 177	2 892
77 Seine et Marne	447	1 724	2 171
78 Yvelines	435	1 320	1 755
79 Deux Sèvres	95	477	572
80 Somme	280	1 242	1 522
81 Tarn	235	468	703
82 Tarn et Garonne	116	158	274
83 Var	221	779	1 000
84 Vaucluse	205	586	791
85 Vendée	201	540	741
86 Vienne	261	652	913
87 Haute Vienne	124 (e)	494	618 (e)
88 Vosges	88	365	453
89 Yonne	197	732	929
90 Territoire de Belfort	40	202	242
91 Essonne	920	1 554	2 474
92 Hauts de Seine	938	1 618	2 556
93 Seine Saint Denis	1 262	2 262	3 524
94 Val de Marne	639	1 094	1 733
95 Val d'Oise	423	1 166	1 589
971 Guadeloupe	241	745	986
972 Martinique	380	537	917
973 Guyane	82	376	458
974 Réunion	373 (e)	1 287 (e)	1 660 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	29 826	85 519	115 345
Estimation DOM	1 076	2 945	4 021
TOTAL estimé France entière	30 902	88 464	119 366

(e) valeur estimée

**Tableau 3 – Placements directs par le juge
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM**

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP(**) à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
1 Ain	35	69	0	104
2 Aisne	179	46	0	225
3 Allier	87	43	4	134
4 Alpes de Haute Provence	37	4	0	41
5 Hautes Alpes	8	2	0	10
6 Alpes Maritimes	297	151	12	460
7 Ardèche	18	2	17	37
8 Ardennes	92	20	21	133
9 Ariège	27	3	0	30
10 Aube	37	114	0	151
11 Aude	86	55	0	141
12 Aveyron	0	11	4	15
13 Bouches du Rhône	399	288	17	704
14 Calvados	69	265	2	336
15 Cantal	20	131	0	151
16 Charente	74 (e)	36 (e)	0 (e)	110 (e)
17 Charente Maritime	68	46	0	114
18 Cher	54	1	2	57
19 Corrèze	50	52	0	102
2A Corse du Sud	12	17	0	29
2B Haute Corse	23	7	0	30
21 Côte d'Or	54	297	0	351
22 Côtes d'Armor	48	11	0	59
23 Creuse	40	18	0	58
24 Dordogne	48	197	0	245
25 Doubs	55	85	20	160
26 Drome	41	76	16	133
27 Eure	131	63	0	194
28 Eure et loir	58	68	0	126
29 Finistère	117	82	0	199
30 Gard	57	149	1	207
31 Haute Garonne	147	327	0	474
32 Gers	37	14	0	51
33 Gironde	186	451	0	637
34 Hérault	168	83	0	251
35 Ille et Vilaine	103	154	30	287
36 Indre	16	32	2	50
37 Indre et Loire	124	32	0	156
38 Isère	125 (e)	282 (e)	6 (e)	413 (e)
39 Jura	52	14	1	67
40 Landes	17	76	0	93
41 Loir et Cher	13	63	0	76
42 Loire	145	391	0	536
43 Haute Loire	37	115	0	152
44 Loire Atlantique	156	410	5	571
45 Loiret	88	44	0	132
46 Lot	0	24	0	24
47 Lot et Garonne	32	329	2	363
48 Lozère	4	15	0	19
49 Maine et Loire	39	72	0	111
50 Manche	85	109	6	200
51 Marne	120	71	9	200
52 Haute Marne	24	8	0	32

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP(**) à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
53 Mayenne	9 (e)	11	0	20 (e)
54 Meurthe et Moselle	219	120	18	357
55 Meuse	53	15	0	68
56 Morbihan	58	221	0	279
57 Moselle	107	309	0	416
58 Nièvre	33	0	0	33
59 Nord	669 (e)	0 (e)	121 (e)	790 (e)
60 Oise	232	0	0	232
61 Orne	59	17	0	76
62 Pas de Calais	318	227	13	558
63 Puy de Dôme	85	187	2	274
64 Pyrénées Atlantiques	41	302	0	343
65 Hautes Pyrénées	3	73	0	76
66 Pyrénées Orientales	50	22	0	72
67 Bas Rhin	313	207	2	522
68 Haut Rhin	149	185	0	334
69 Rhône	208	571	17	796
70 Haute Saône	50	41	0	91
71 Saône et Loire	57	185	0	242
72 Sarthe	98	212	0	310
73 Savoie	22	92	0	114
74 Haute Savoie	29	25	12	66
75 Paris	253	321	1	575
76 Seine Maritime	272 (e)	334 (e)	12 (e)	618 (e)
77 Seine et Marne	223	162	0	385
78 Yvelines	155	133	0	288
79 Deux Sèvres	41	15	0	56
80 Somme	132	147	0	279
81 Tarn	88	49	0	137
82 Tarn et Garonne	40	99	3	142
83 Var	127	29	0	156
84 Vaucluse	142 (e)	176 (e)	6 (e)	324 (e)
85 Vendée	69	5	1	75
86 Vienne	2	38	22	62
87 Haute Vienne	37	29	1	67
88 Vosges	77	122	0	199
89 Yonne	94	30	0	124
90 Territoire de Belfort	30	14	0	44
91 Essonne	243	29	1	273
92 Hauts de Seine	226	400	3	629
93 Seine Saint Denis	466	358	4	828
94 Val de Marne	224	53	0	277
95 Val d'Oise	220	172	0	392
971 Guadeloupe	383	78	0	461
972 Martinique	165	1	0	166
973 Guyane	50	0	0	50
974 Réunion	408 (e)	75 (e)	188 (e)	671 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	10 062	11 262	416	21 740
Estimation DOM	1 006	154	188	1 348
TOTAL estimé France entière	11 068	11 416	604	23 088

(e) valeur estimée

(**) Délégation d'autorité parentale

**Tableau 4 – Enfants accueillis à l'Ase
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM**

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
1 Ain	776	104	880
2 Aisne	1 413	225	1 638
3 Allier	829	134	963
4 Alpes de Haute Provence	247	41	288
5 Hautes Alpes	117	10	127
6 Alpes Maritimes	1 070	460	1 530
7 Ardèche	367	37	404
8 Ardennes	795	133	928
9 Ariège	341	30	371
10 Aube	723	151	874
11 Aude	745	141	886
12 Aveyron	490	15	505
13 Bouches du Rhône	2 664	704	3 368
14 Calvados	1 854	336	2 190
15 Cantal	154	151	305
16 Charente	759 (e)	110 (e)	869 (e)
17 Charente Maritime	1 095	114	1 209
18 Cher	886	57	943
19 Corrèze	305	102	407
2A Corse du Sud	139	29	168
2B Haute Corse	133	30	163
21 Côte d'Or	1 143	351	1 494
22 Côtes d'Armor	1 130	59	1 189
23 Creuse	293	58	351
24 Dordogne	643	245	888
25 Doubs	928	160	1 088
26 Drome	748	133	881
27 Eure	1 265	194	1 459
28 Eure et loir	961	126	1 087
29 Finistère	1 944	199	2 143
30 Gard	1 334	207	1 541
31 Haute Garonne	1 437	474	1 911
32 Gers	303	51	354
33 Gironde	2 940	637	3 577
34 Hérault	1 948	251	2 199
35 Ille et Vilaine	1 860	287	2 147
36 Indre	474	50	524
37 Indre et Loire	1 120	156	1 276
38 Isère	1 603 (e)	413 (e)	2 016 (e)
39 Jura	534	67	601
40 Landes	863	93	956
41 Loir et Cher	576	76	652
42 Loire	1 165	536	1 701
43 Haute Loire	196	152	348
44 Loire Atlantique	1 736	571	2 307
45 Loiret	1 174	132	1 306
46 Lot	241	24	265
47 Lot et Garonne	335	363	698
48 Lozère	64	19	83
49 Maine et Loire	1 452	111	1 563
50 Manche	801	200	1 001
51 Marne	1 226	200	1 426
52 Haute Marne	557	32	589

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
53 Mayenne	604	20	624
54 Meurthe et Moselle	1 507	357	1 864
55 Meuse	634	68	702
56 Morbihan	935	279	1 214
57 Moselle	1 356	416	1 772
58 Nièvre	688	33	721
59 Nord	9 367	790	10 157
60 Oise	1 700	232	1 932
61 Orne	888	76	964
62 Pas de Calais	4 975	558	5 533
63 Puy de Dôme	840	274	1 114
64 Pyrénées Atlantiques	915	343	1 258
65 Hautes Pyrénées	415	76	491
66 Pyrénées Orientales	683	72	755
67 Bas Rhin	1 668	522	2 190
68 Haut Rhin	1 132	334	1 466
69 Rhône	1 984	796	2 780
70 Haute Saône	524	91	615
71 Saône et Loire	816	242	1 058
72 Sarthe	978	310	1 288
73 Savoie	828	114	942
74 Haute Savoie	856	66	922
75 Paris	4 704	575	5 279
76 Seine Maritime	2 892	618	3 510
77 Seine et Marne	2 171	385	2 556
78 Yvelines	1 755	288	2 043
79 Deux Sèvres	572	56	628
80 Somme	1 522	279	1 801
81 Tarn	703	137	840
82 Tarn et Garonne	274	142	416
83 Var	1 000	156	1 156
84 Vaucluse	791	324	1 115
85 Vendée	741	75	816
86 Vienne	913	62	975
87 Haute Vienne	618	67	685
88 Vosges	453	199	652
89 Yonne	929	124	1 053
90 Territoire de Belfort	242	44	286
91 Essonne	2 474	273	2 747
92 Hauts de Seine	2 556	629	3 185
93 Seine Saint Denis	3 524	828	4 352
94 Val de Marne	1 733	277	2 010
95 Val d'Oise	1 589	392	1 981
971 Guadeloupe	986	461	1 447
972 Martinique	917	166	1 083
973 Guyane	458	50	508
974 Réunion	1 660 (e)	671 (e)	2 331 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	115 345	21 740	137 085
Estimation DOM	4 021	1 348	5 369
TOTAL estimé France entière	119 366	23 088	142 454

(e) valeur estimée

Tableau 5 – Actions éducatives à domicile
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
1 Ain	270	687	957
2 Aisne	626	1 185	1 811
3 Allier	94	506	600
4 Alpes de Haute Provence	167	257	424
5 Hautes Alpes	81	200	281
6 Alpes Maritimes	448	1 671	2 119
7 Ardèche	159	349	508
8 Ardennes	136	613	749
9 Ariège	116	267	383
10 Aube	80	411	491
11 Aude	466	655	1 121
12 Aveyron	167	337	504
13 Bouches du Rhône	280	3 722	4 002
14 Calvados	520	1 366	1 886
15 Cantal	105	464	569
16 Charente	153 (e)	269 (e)	422 (e)
17 Charente Maritime	153	552	705
18 Cher	141	341	482
19 Corrèze	204	383	587
2A Corse du Sud	158	237	395
2B Haute Corse	66	55	121
21 Côte d'Or	479	902	1 381
22 Côtes d'Armor	403	1 183	1 586
23 Creuse	281 (e)	277	558 (e)
24 Dordogne	157	495	652
25 Doubs	288	624	912
26 Drome	293	1 317	1 610
27 Eure	614	982	1 596
28 Eure et loir	159	873	1 032
29 Finistère	762	1 015	1 777
30 Gard	313	540	853
31 Haute Garonne	971	1 271	2 242
32 Gers	119	102	221
33 Gironde	2 320	2 099	4 419
34 Hérault	514	1 391	1 905
35 Ille et Vilaine	598	1 516	2 114
36 Indre	280	292	572
37 Indre et Loire	250	727	977
38 Isère	398 (e)	1 667 (e)	2 064 (e)
39 Jura	247	462	709
40 Landes	279	509	788
41 Loir et Cher	256	334	590
42 Loire	281	2 042	2 323
43 Haute Loire	140	384	524
44 Loire Atlantique	265	1 967	2 232
45 Loiret	395	609	1 004
46 Lot	134	253	387
47 Lot et Garonne	210	573	783
48 Lozère	41	102	143
49 Maine et Loire	158	722	880
50 Manche	428	679	1 107
51 Marne	27	911	938
52 Haute Marne	30	247	277

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
53 Mayenne	435 (e)	210	645 (e)
54 Meurthe et Moselle	547	1 828	2 375
55 Meuse	200	334	534
56 Morbihan	461	963	1 424
57 Moselle	151	1 382	1 533
58 Nièvre	120	361	481
59 Nord	674	8 199	8 873
60 Oise	133 (e)	1 067	1 200 (e)
61 Orne	292	660	952
62 Pas de Calais	162	2 970	3 132
63 Puy de Dôme	476	1 150	1 626
64 Pyrénées Atlantiques	215	1 567	1 782
65 Hautes Pyrénées	118 (e)	375	493 (e)
66 Pyrénées Orientales	298	461	759
67 Bas Rhin	643	1 113	1 756
68 Haut Rhin	284	1 790	2 074
69 Rhône	1 715	2 980	4 695
70 Haute Saône	398	595	993
71 Saône et Loire	268	534	802
72 Sarthe	175	832	1 007
73 Savoie	74	508	582
74 Haute Savoie	345	693	1 038
75 Paris	1 383	2 864	4 247
76 Seine Maritime	1 036	2 289	3 325
77 Seine et Marne	776	1 335	2 111
78 Yvelines	885	1 293	2 178
79 Deux Sèvres	199 (e)	260	459 (e)
80 Somme	451	1 456	1 907
81 Tarn	124	375	499
82 Tarn et Garonne	183	256	439
83 Var	477	1 218	1 695
84 Vaucluse	130	759	889
85 Vendée	558	509	1 067
86 Vienne	57	453	510
87 Haute Vienne	170	844	1 014
88 Vosges	395	745	1 140
89 Yonne	188	652 (e)	840 (e)
90 Territoire de Belfort	58	280	338
91 Essonne	1 313	1 357	2 670
92 Hauts de Seine	1 232	2 216	3 448
93 Seine Saint Denis	541	2 461	3 002
94 Val de Marne	222	954	1 176
95 Val d'Oise	272	1 471	1 743
971 Guadeloupe	499 (e)	935 (e)	1 434 (e)
972 Martinique	474	317	791
973 Guyane	63	346 (e)	409 (e)
974 Réunion	885 (e)	1 424 (e)	2 309 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	35 514	96 213	131 727
Estimation DOM	1 921	3 022	4 943
TOTAL estimé France entière	37 435	99 235	136 670

(e) valeur estimée

Tableau 6 – Modes d'hébergement des enfants confiés à l'Ase
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Adolescents autonomes	Autres	Total enfants confiés
1 Ain	379	342	29	26	776
2 Aisne	1 041	233	87	52	1 413
3 Allier	660	140	25	4	829
4 Alpes de Haute Provence	158	86	0	3	247
5 Hautes Alpes	54 (e)	37 (e)	26 (e)	0 (e)	117
6 Alpes Maritimes	428	566	60	16	1 070
7 Ardèche	259	108	0	0	367
8 Ardennes	611 (e)	144 (e)	34 (e)	6 (e)	795
9 Ariège	281	60	0	0	341
10 Aube	339	352	10	22	723
11 Aude	452	233	33	27	745
12 Aveyron	391	68	18	13	490
13 Bouches du Rhône	942	1 502	150	70	2 664
14 Calvados	1 168 (e)	464 (e)	185 (e)	37 (e)	1 854
15 Cantal	137	17	0	0	154
16 Charente	504 (e)	234 (e)	21 (e)	0 (e)	759 (e)
17 Charente Maritime	781	240	66	8	1 095
18 Cher	636	188	50	12	886
19 Corrèze	229	48	23	5	305
2A Corse du Sud	118 (e)	21 (e)	0 (e)	0 (e)	139
2B Haute Corse	57	76	0	0	133
21 Côte d'Or	700	388	20	35	1 143
22 Côtes d'Armor	867	241	10	12	1 130
23 Creuse	234	30	29	0	293
24 Dordogne	469	173	1	0	643
25 Doubs	624	249	52	3	928
26 Drome	456	206	85	1	748
27 Eure	739	507	19	0	1 265
28 Eure et loir	390	537	18	16	961
29 Finistère	1 254	383	135	172	1 944
30 Gard	655	651	14	14	1 334
31 Haute Garonne	646	723	31 (e)	37 (e)	1 437 (e)
32 Gers	201	102	0	0	303
33 Gironde	1 723	1 217	0	0	2 940
34 Hérault	1 344 (e)	580 (e)	5	19	1 948
35 Ille et Vilaine	1 321 (e)	481 (e)	20 (e)	38 (e)	1 860
36 Indre	322	148	0	4	474
37 Indre et Loire	642	459	12	7	1 120
38 Isère	674 (e)	849 (e)	80 (e)	0 (e)	1 603 (e)
39 Jura	246	214	58	16	534
40 Landes	628	189	35	11	863
41 Loir et Cher	380	165	19	12	576
42 Loire	507	478	36	144	1 165
43 Haute Loire	127	67	0	2	196
44 Loire Atlantique	903 (e)	781 (e)	52 (e)	0 (e)	1 736
45 Loiret	681	481	12	0	1 174
46 Lot	160	66	12	3	241
47 Lot et Garonne	183	146	2	4	335
48 Lozère	39 (e)	12 (e)	7 (e)	6 (e)	64
49 Maine et Loire	660	739	6	47	1 452
50 Manche	505	215	28	53	801
51 Marne	760 (e)	429 (e)	35 (e)	2 (e)	1 226
52 Haute Marne	446	95	14	2	557

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Adolescents autonomes	Autres	Total enfants confiés
53 Mayenne	441	158	0	5	604
54 Meurthe et Moselle	666	555	91	195	1 507
55 Meuse	408	218	7	1	634
56 Morbihan	732	104	15	84	935
57 Moselle	695	574	67	20	1 356
58 Nièvre	468	185	35	0	688
59 Nord	5 198	3 685	86	398	9 367
60 Oise	636	1 064	0	0	1 700
61 Orne	679	152	42	15	888
62 Pas de Calais	3 154	1 537	201	83	4 975
63 Puy de Dôme	530 (e)	260 (e)	29	21 (e)	840 (e)
64 Pyrénées Atlantiques	597	301	12	5	915
65 Hautes Pyrénées	271	119	0	25	415
66 Pyrénées Orientales	383	277	0	23	683
67 Bas Rhin	715	904	43	6	1 668
68 Haut Rhin	394	738	0	0	1 132
69 Rhône	798	1 008	0	178	1 984
70 Haute Saône	246	243	24	11	524
71 Saône et Loire	470	299	17	30	816
72 Sarthe	663 (e)	303 (e)	12 (e)	0 (e)	978
73 Savoie	446	326	0	56	828
74 Haute Savoie	302	496	17	41	856
75 Paris	1 861	2 106	460	277	4 704
76 Seine Maritime	1 145 (e)	1 384 (e)	51 (e)	312 (e)	2 892
77 Seine et Marne	1 002	1 090	0	79	2 171
78 Yvelines	395	1 360	0	0	1 755
79 Deux Sèvres	394	166	0	12	572
80 Somme	992	398	132	0	1 522
81 Tarn	385	267	38	13	703
82 Tarn et Garonne	223	44	2	5	274
83 Var	455	524	10	11	1 000
84 Vaucluse	412	338	11	30	791
85 Vendée	549	150	34	8	741
86 Vienne	574	232	86	21	913
87 Haute Vienne	341 (e)	235 (e)	18 (e)	24 (e)	618
88 Vosges	283	144	16	10	453
89 Yonne	547	328	19	35	929
90 Territoire de Belfort	133	44	0	65	242
91 Essonne	959	952	141	422	2 474
92 Hauts de Seine	946 (e)	1 125 (e)	255 (e)	230 (e)	2 556
93 Seine Saint Denis	1 647	963	418	496	3 524
94 Val de Marne	953 (e)	658 (e)	52 (e)	70 (e)	1 733
95 Val d'Oise	874 (e)	604 (e)	48 (e)	63 (e)	1 589
971 Guadeloupe	541 (e)	375 (e)	30 (e)	40 (e)	986
972 Martinique	545	360	5	7	917
973 Guyane	192 (e)	256 (e)	0 (e)	10 (e)	458
974 Réunion	1 326 (e)	297 (e)	5 (e)	32 (e)	1 660 (e)
TOTAL estimé France hors DOM	63 073	43 778	4 153	4 341	115 345
Estimation DOM	2 604	1 288	40	89	4 021
TOTAL estimé France entière	65 677	45 066	4 193	4 430	119 366

(e) valeur estimée

Tableau 7 – Répartition des enfants confiés à l'Ase par types d'établissement
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM

Départements	Établissement d'éducation spéciale	MECS (**)	Foyer de l'enfance	pouponnière à caractère sociale	Établissement sanitaire	lieux de vie	Total établissements
1 Ain	0	342	0	0	0	0	342
2 Aisne	37	117	69	3	7	0	233
3 Allier	4	94	38	1	3	0	140
4 Alpes de Hte Prov.	1 (e)	77 (e)	0 (e)	1 (e)	0 (e)	7 (e)	86
5 Hautes Alpes	0	37 (e)	0	0	0	0	37 (e)
6 Alpes Maritimes	25	290	175	60	9	7	566
7 Ardèche	0	108	0	0	0	0	108
8 Ardennes	7 (e)	74 (e)	55 (e)	3 (e)	3 (e)	2 (e)	144 (e)
9 Ariège	0	60	0	0	0	0	60
10 Aube	42	182	104	0	7	17	352
11 Aude	10	161	31	0	6	25	233
12 Aveyron	6	40	12	0	6	4	68
13 Bouches du Rhône	18	1 269	123	27	24	41	1 502
14 Calvados	66 (e)	277 (e)	63 (e)	16 (e)	0 (e)	42 (e)	464 (e)
15 Cantal	0	17	0	0	0	0	17
16 Charente	19 (e)	156 (e)	50 (e)	0 (e)	0 (e)	9 (e)	234 (e)
17 Charente Maritime	13 (e)	155 (e)	46 (e)	0 (e)	8 (e)	18 (e)	240
18 Cher	13	88	61	7	11	8	188
19 Corrèze	1	34	13	0	0	0	48
2A Corse du Sud	0	16	0	0	0	5	21
2B Haute Corse	0	68	0	6	0	2	76
21 Côte d'Or	18	299	49	6	6	10	388
22 Côtes d'Armor	0	142	60	3	36	0	241
23 Creuse	3	12	10	0	1	4	30
24 Dordogne	6	103	25	6	4	29	173
25 Doubs	17	157	63	0	3	9	249
26 Drome	1	124	66	4	0	11	206
27 Eure	61	326	93	15	0	12	507
28 Eure et loir	0	419	96	12	2	8	537
29 Finistère	13	204	109	6	23	28	383
30 Gard	4	552	82	7	0	6	651
31 Haute Garonne	43	513	99	21	7	40	723
32 Gers	8	82	0	8	1	3	102
33 Gironde	2	1 215	0	0	0	0	1 217
34 Hérault	31 (e)	438 (e)	59 (e)	2 (e)	6 (e)	44 (e)	580 (e)
35 Ille et Vilaine	29 (e)	322 (e)	82 (e)	14 (e)	9 (e)	25 (e)	481 (e)
36 Indre	16	93	28	10	0	1	148
37 Indre et Loire	22	326	106	0	0	5	459
38 Isère	34 (e)	612 (e)	85 (e)	42 (e)	8 (e)	68 (e)	849 (e)
39 Jura	22	177	0	8	3	4	214
40 Landes	9	121	29	0	0	30	189
41 Loir et Cher	9	146	7	0	0	3	165
42 Loire	11	301	65	54	8	39	478
43 Haute Loire	0	41	24	0	0	2	67
44 Loire Atlantique	37 (e)	490 (e)	88 (e)	82 (e)	9 (e)	75 (e)	781 (e)
45 Loiret	4	409	42	4	5	17	481
46 Lot	1	53	9	0	1	2	66
47 Lot et Garonne	0	101	41	0	4	0	146
48 Lozère	0	1	0	0	5 (e)	6 (e)	12 (e)
49 Maine et Loire	99	455	103	46	15	21	739
50 Manche	33	84	93	0	3	2	215
51 Marne	30 (e)	287 (e)	99 (e)	9 (e)	0 (e)	4 (e)	429 (e)
52 Haute Marne	3	67	17	2	3	3	95

Départements	Etablissement d'éducation spéciale	MECS (**)	Foyer de l'enfance	pouponnière à caractère sociale	Établissement sanitaire	lieux de vie	Total établissements
53 Mayenne	0	107	15	0	18	18	158
54 Meurthe et Moselle	8	365	154	0	1	27	555
55 Meuse	27	107	52	23	2	7	218
56 Morbihan	6	71	26	0	1	0	104
57 Moselle	79	209	208	59	19	0	574
58 Nièvre	3	95	77	8	1	1	185
59 Nord	270	2 465	802	64	49	35	3 685
60 Oise	0	886	92	0	86	0	1 064
61 Orne	15	73	33	0	3	28	152
62 Pas de Calais	176 (e)	1 049 (e)	278 (e)	0 (e)	15 (e)	19 (e)	1 537
63 Puy de Dôme	12	193	43	0	8	4	260 (e)
64 Pyrénées Atlantiques	6	265	27	0	1	2	301
65 Hautes Pyrénées	5	86	9	15	0	4	119
66 Pyrénées Orientales	7	122	108	18	2	20	277
67 Bas Rhin	67	625	109	34	0	69	904
68 Haut Rhin	60	562	47	54	1	14	738
69 Rhône	18	814	130	0	10	36	1 008
70 Haute Saône	29	173	28	0	1	12	243
71 Saône et Loire	9	214	73	0	3	0	299
72 Sarthe	18 (e)	203 (e)	51 (e)	10 (e)	6 (e)	15 (e)	303 (e)
73 Savoie	0	322	0	0	0	4	326
74 Haute Savoie	13	448	0	17	10	8	496
75 Paris	166	1 105	347	165	101	222	2 106
76 Seine Maritime	83 (e)	927 (e)	236 (e)	41 (e)	28 (e)	69 (e)	1 384 (e)
77 Seine et Marne	65 (e)	731 (e)	186 (e)	33 (e)	21 (e)	54 (e)	1 090
78 Yvelines	0	1 282	0	0	0	78	1 360
79 Deux Sèvres	7	73	42	0	1	43	166
80 Somme	47	186	105	0	59	1	398
81 Tarn	77	127 (e)	40	0	0	23	267
82 Tarn et Garonne	1	23	8	0	0	12	44
83 Var	13	370	111	0	19	11	524
84 Vaucluse	34	176	52	0	0	76	338
85 Vendée	6	77	28	10	5	24	150
86 Vienne	9	154	28	1	6	34	232
87 Haute Vienne	15 (e)	156 (e)	40 (e)	7 (e)	5 (e)	12 (e)	235 (e)
88 Vosges	3	82	49	1	3	6	144
89 Yonne	5	253	41	5	6	18	328
90 Territoire de Belfort	1	38	5	0	0	0	44
91 Essonne	41	656	43	25	50	137	952
92 Hauts de Seine	41 (e)	754 (e)	113 (e)	56 (e)	48 (e)	113 (e)	1 125 (e)
93 Seine Saint Denis	29	560	241	4	27	102	963
94 Val de Marne	39 (e)	441 (e)	112 (e)	20 (e)	13 (e)	33 (e)	658 (e)
95 Val d'Oise	36 (e)	405 (e)	103 (e)	19 (e)	11 (e)	30 (e)	604 (e)
971 Guadeloupe	23	251	64	11	7	19	375 (e)
972 Martinique	0	217	68	59	5	11	360
973 Guyane	6	250	0	0	0	0	256
974 Réunion	17 (e)	181 (e)	80 (e)	13 (e)	3 (e)	3 (e)	297 (e)

TOTAL France hors DOM	2 374	30 364	6 861	1 174	886	2 119	43 778
Estimation DOM	46	899	212	83	15	33	1 288
TOTAL France entière	2 420	31 263	7 073	1 257	901	2 152	45 066

(e) valeur estimée

(**) Maison d'enfants à caractère social

**Tableau 8 – Répartition par âge des enfants confiés à l'Ase
Bénéficiaires au 31 décembre 2004 – France métropolitaine et DOM**

DÉPARTEMENT	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Enfants confiés à l'ASE
1 Ain	162 (e)	200 (e)	209 (e)	102 (e)	103 (e)	776
2 Aisne	197	320	510	255	131	1 413
3 Allier	124 (e)	182 (e)	274 (e)	141 (e)	108 (e)	829
4 Alpes de Hte Prov.	33 (e)	59 (e)	80 (e)	49 (e)	26 (e)	247
5 Hautes Alpes	15 (e)	22 (e)	40 (e)	17 (e)	23 (e)	117
6 Alpes Maritimes	195	240	339	173	123	1 070
7 Ardèche	55 (e)	81 (e)	121 (e)	62 (e)	48 (e)	367
8 Ardennes	128	169	283	137	78	795
9 Ariège	48	94	128	51	20	341
10 Aube	111	157	228	129	98	723
11 Aude	138	178	240	100	89	745
12 Aveyron	81	144	165	58	42	490
13 Bouches du Rhône	415	566	780	452	451	2 664
14 Calvados	244	466	607	319	218	1 854
15 Cantal	25	50	48	21	10	154
16 Charente	113 (e)	185 (e)	245 (e)	121 (e)	95 (e)	759 (e)
17 Charente Maritime	136	264	363	191	141	1 095
18 Cher	154	211	293	131	97	886
19 Corrèze	46 (e)	67 (e)	100 (e)	52 (e)	40 (e)	305
2A Corse du Sud	21	33	54	17	14	139
2B Haute Corse	15	29	54	28	7	133
21 Côte d'Or	166 (e)	257 (e)	416 (e)	184 (e)	120 (e)	1 143
22 Côtes d'Armor	176	265	367	187	135	1 130
23 Creuse	27	59	106	48	53	293
24 Dordogne	107	154	216	93	73	643
25 Doubs	142	205	296	170	115	928
26 Drome	148	169	222	109	100	748
27 Eure	187	290	445	242	101	1 265
28 Eure et loir	111	202	340	172	136	961
29 Finistère	279	396	623	281	365	1 944
30 Gard	216	347	460	164	147	1 334
31 Haute Garonne	256 (e)	290 (e)	477 (e)	260 (e)	154 (e)	1 437
32 Gers	58	73	88	40	44	303
33 Gironde	380	656	1 023	546	335	2 940
34 Hérault	301 (e)	426 (e)	701 (e)	329 (e)	191 (e)	1 948
35 Ille et Vilaine	261	390	605	334	270	1 860
36 Indre	70	128	172	71	33	474
37 Indre et Loire	168 (e)	246 (e)	370 (e)	190 (e)	146 (e)	1 120
38 Isère	240 (e)	353 (e)	529 (e)	273 (e)	208 (e)	1 603 (e)
39 Jura	71	126	183	75	79	534
40 Landes	138	216	270	118	121	863
41 Loir et Cher	60	118	212	108	78	576
42 Loire	201	295	340	172	157	1 165
43 Haute Loire	45	43	64	20	24	196
44 Loire Atlantique	269 (e)	430 (e)	545 (e)	226 (e)	266 (e)	1 736
45 Loiret	176 (e)	258 (e)	387 (e)	200 (e)	153 (e)	1 174
46 Lot	38	70	73	30	30	241
47 Lot et Garonne	52	73	124	51	35	335
48 Lozère	8	20	25	5	6	64
49 Maine et Loire	205 (e)	373 (e)	496 (e)	234 (e)	144 (e)	1 452
50 Manche	123	200	283	127	68	801
51 Marne	184 (e)	270 (e)	405 (e)	208 (e)	159 (e)	1 226
52 Haute Marne	104	147	176	74	56	557

DÉPARTEMENT	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Enfants confiés à l'ASE
53 Mayenne	84	160	229	82	49	604
54 Meurthe et Moselle	247	319	470	253	218	1 507
55 Meuse	88	196	226	71	53	634
56 Morbihan	133	192	332	152	126	935
57 Moselle	205	293	400	242	216	1 356
58 Nièvre	123	152	221	98	94	688
59 Nord	1 599	2 295	2 926	1 381	1 166	9 367
60 Oise	885	440	264	74	37	1 700
61 Orne	117	230	319	132	90	888
62 Pas de Calais	862	1 255	1 631	743	484	4 975
63 Puy de Dôme	126	188	252	114	160	840
64 Pyrénées Atlantiques	181	209	268	135	122	915
65 Hautes Pyrénées	84 (e)	57 (e)	112 (e)	84 (e)	78 (e)	415
66 Pyrénées Orientales	120	177	221	91	74	683
67 Bas Rhin	283 (e)	453 (e)	524 (e)	262 (e)	146 (e)	1 668
68 Haut Rhin	214	275	381	179	83	1 132
69 Rhône	390 (e)	433 (e)	586 (e)	378 (e)	197 (e)	1 984
70 Haute Saône	89	139	162	78	56	524
71 Saône et Loire	144	181	284	110	97	816
72 Sarthe	138 (e)	238 (e)	342 (e)	157 (e)	103 (e)	978
73 Savoie	116	194	272	165	81	828
74 Haute Savoie	120	180	259	175	122	856
75 Paris	583	711	1 321	1 002	1 087	4 704
76 Seine Maritime	419	609	917	473	474	2 892
77 Seine et Marne	326 (e)	478 (e)	716 (e)	369 (e)	282 (e)	2 171
78 Yvelines	260	355	602	321	217	1 755
79 Deux Sèvres	93	143	180	100	56	572
80 Somme	228 (e)	335 (e)	502 (e)	259 (e)	198 (e)	1 522
81 Tarn	102	165	223	100	113	703
82 Tarn et Garonne	55	60	68	49	42	274
83 Var	161	192	349	179	119	1 000
84 Vaucluse	123	171	266	123	108	791
85 Vendée	84	188	235	128	106	741
86 Vienne	138 (e)	217 (e)	288 (e)	124 (e)	146 (e)	913
87 Haute Vienne	93 (e)	136 (e)	204 (e)	105 (e)	80 (e)	618
88 Vosges	68 (e)	100 (e)	149 (e)	77 (e)	59 (e)	453
89 Yonne	127	210	312	161	119	929
90 Territoire de Belfort	33	54	91	47	17	242
91 Essonne	300	434	745	356	639	2 474
92 Hauts de Seine	301 (e)	461 (e)	877 (e)	496 (e)	421 (e)	2 556
93 Seine Saint Denis	467	541	969	679	868	3 524
94 Val de Marne	190	281	526	313	423	1 733
95 Val d'Oise	221 (e)	339 (e)	498 (e)	307 (e)	224 (e)	1 589
971 Guadeloupe	155 (e)	237 (e)	331 (e)	143 (e)	120 (e)	986
972 Martinique	165	219	341	112	80	917
973 Guyane	89 (e)	95 (e)	140 (e)	101 (e)	33 (e)	458
974 Réunion	147 (e)	398 (e)	602 (e)	276 (e)	237 (e)	1 660 (e)
TOTAL France hors DOM	18 143	25 698	36 919	18 871	15 714	115 345
Estimation DOM	556	949	1 414	632	470	4 021
Total France entière	18 699	26 647	38 333	19 503	16 184	119 366

(e) valeur estimée